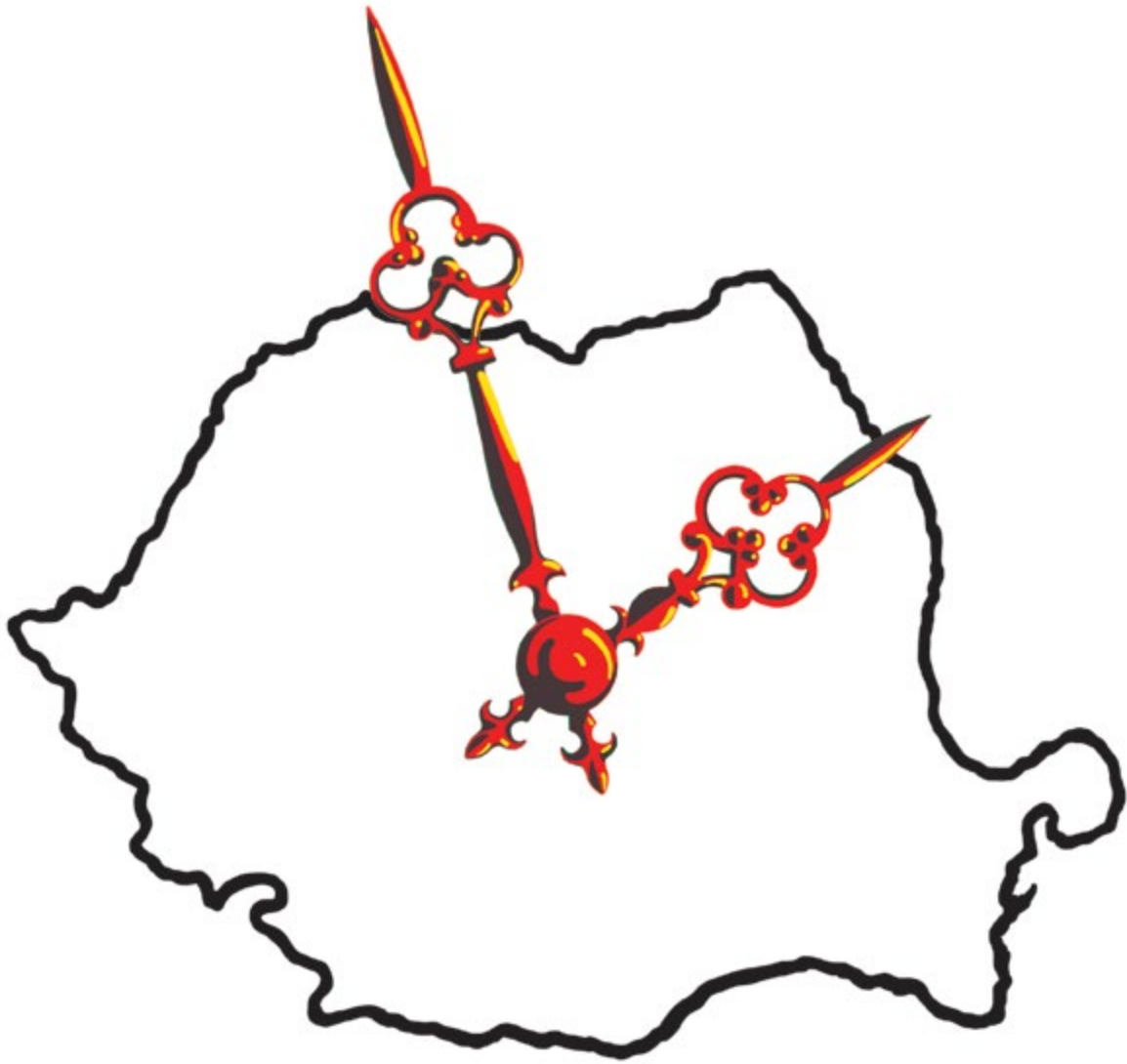


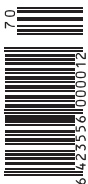
REGARD

regard.ro



*Le temps,
ici*

Regard 70
15 mai - 15 juillet 2015
12 lei





Ressourcer le monde!

Déplacement des buissons de quenouilles (*Typha Minima* – plante européenne protégée) de la zone des philtres lentes dans la zone du pré-décanteur afin de conserver l'Habitat Natura 2000 – code 6430 – „ Les communautés de lisière avec des plantes hygrophiles", à l'intérieur de la Station de Production d'eau potable Arcuda.



Regard 70 15 mai - 15 juillet 2015

RENCONTRE

Irina Zamfirescu 4

SOCIETE

Plus que du feu 10
Chassés 16
L'éveil capital 22

A LA UNE

Le temps, ici 26

ECONOMIE

Dans l'évasif 40
Mauvais sous 46
Bien encaissé ? 50

HORS FRONTIERES

Retrouver les Thraces 54
En Bulgarie, pour une autre vie 57
Derrière la rue 60

CULTURE

En d'autres reflets 64
Sibiu redonne tout 70
Etat de détresse 72

AU DEBUT DE L'ETE

Elle vient d'arriver, avec un peu de retard, enlève sa petite veste et dépose délicatement son sac au pied de la table. Son regard repère les gens de cette jolie terrasse ombragée du centre de Bucarest. Rapidement, avec discrétion. Il est 19 heures, l'air est encore chaud. Les sourires sont nombreux, quelques rires fusent, les gestes sont détendus. Elle commande une limonade avec de l'eau pétillante, sans sucre et avec du citron vert. La conversation n'a pas encore démarré, pourtant cela fait déjà quelques minutes que nous sommes assis. La limonade arrive, assortie à son chemisier, sa féminité irait-elle jusque-là ? Autre regard panoramique avant une première gorgée. Elle semble enfin prendre un rythme plus lent, celui de la terrasse enveloppée de sons bossa nova. Et commence à raconter, ses envies, ses rêves, pose quelques questions, courtes, pertinentes, qui désarçonnent un peu. Mais elle est bienveillante et n'attache pas vraiment d'importance aux faits, plutôt à la façon. Une fraction de seconde, ce même regard qui scrutait les tables voisines se pose sur ma main droite. Je me demande ce qu'elle y voit, je sens qu'elle aura compris à ce moment-là quelque chose d'imperceptible. Doucement, elle se courbe un peu, prend son petit sac et me dit qu'elle revient, « immédiatement ». Je la regarde s'éloigner, elle le sait. Ses pas sont amples, assurés, le dos parfaitement droit. Plusieurs minutes passent. Autour de moi, le niveau sonore a augmenté d'un cran, on en est à la deuxième bière. La musique de Vinicius de Moraes et Toquinho est toujours là, en parfaite harmonie avec la luminosité du moment, joyeusement nostalgique. Elle revient, souriante. Quelque chose a changé dans son apparence mais je ne saurais dire quoi. Le rouge à lèvres est resté très léger. Soudain, son téléphone émet un petit son, elle y jette un œil, fronce légèrement les sourcils. Peut-être un autre homme, ou sa mère. Il ne reste plus que les citrons verts au fond de sa limonade, elle penche le verre, attrape une tranche avec les doigts et commence à la ronger. La forte acidité semble lui plaire. On continue la conversation, quelques silences élégants s'interposent. Puis il est temps de partir, elle me remercie pour la boisson, reprend sa petite veste et son sac. Je l'accompagne vers la sortie, une main derrière son dos sans la toucher. Elle me dit au revoir et s'en va, légère, joyeuse. Une femme, au début de l'été.

Laurent Couderc

Couverture : Sorina Vasilescu

Irina Zamfirescu travaille pour ActiveWatch, ONG notamment impliquée dans les droits de l'homme. En charge des dossiers dits de « bonne gouvernance », elle est particulièrement au fait des questions urbanistiques entourant Bucarest, « *une ville que les Bucarestois s'approprient de plus en plus* ».

Où va Bucarest ?

Regard : Comment décririez-vous l'évolution de Bucarest sur ces vingt-cinq dernières années ?

Irina Zamfirescu : Jusqu'en 1998, seul l'investisseur comptait. Il n'y avait pas de conscience collective de ce que constitue un espace public ou un espace vert, cela n'intéressait pas les gens. Depuis 1998, des plans urbanistiques généraux et une législation obligent l'investisseur à se plier à une consultation publique. Enfin, depuis 2008-2009, on assiste à l'apparition d'un « vrai » citoyen. On peut même parler d'un boom du civisme en matière d'urbanisme.

Ce nouveau civisme est-il en partie dû à des facteurs extérieurs ?

Il y a surtout de jeunes urbanistes qui font désormais la promotion d'une démarche participative en matière de construction au sein l'espace public. Certes, l'entrée dans l'Union européenne a eu son impact. Mais une spécificité bucarestoise a rendu l'harmonisation compliquée : les rétrocessions, dont les effets ont commencé à se faire ressentir dans les années 2000. Heureusement, la crise financière, et c'est là l'un de ses mérites, a permis de mettre un frein à la bulle immobilière. Aujourd'hui, la société

civile est très attentive quant aux questions de patrimoine et d'urbanisme. Prenez l'exemple du parc IOR et le projet de salle polyvalente : la mairie a jeté l'éponge en décembre dernier devant l'opposition des gens. Dans le secteur 3 de la capitale, deux groupes de citoyens s'occupent de ces questions en permanence. Il y avait des ONG avant 2007, mais sans l'implication des citoyens, cela ne marche pas.

Le cadre législatif est-il satisfaisant ?

Meilleur qu'avant, mais il y a des dérives. Le cas de l'immeuble Cathedral Plaza est emblématique (bâtiment de bureaux de 19 étages situé juste à côté de la cathédrale Sfântul Iosif, ndlr). Les promoteurs avaient une autorisation de construction pour trois niveaux mais n'ont pas arrêté de faire des étages supplémentaires, sans autorisation. Le Cathedral Plaza est le premier bâtiment ayant reçu plusieurs décisions définitives de démolition, il est pourtant toujours debout. On peut citer aussi le cas de l'Aquaparc, à Tineretului. Le parc Tineretului est très important pour tout un pan de la ville particulièrement pauvre en espaces verts. Mais une partie de la zone a été défrichée par un privé qui a récupéré un terrain,

et les travaux de l'Aquaparc avancent. Pourtant, la loi est claire : afin de préserver un espace vert, un investisseur privé peut être dédommagé ou recevoir un autre terrain en compensation. Or, dans ce cas présent comme dans beaucoup d'autres, aucun maire n'y a jamais eu recours.

La mairie ne se soucie donc pas des espaces verts ?

L'ensemble de son budget est pour des projets contestés par la société civile car synonyme de destructions. Des projets farfelus, des autoroutes suspendues... Le discours dominant est de fluidifier le trafic, c'est tout. Un seul projet a été soutenu par les citoyens car nécessaire : le quartier Prelungirea Ghencea. Les habitants sont même allés à la mairie déposer des bottes pleines de boue car là-bas, il n'y pas de trottoir, soit vous marchez dans la boue, soit sur la route. Les gens ont milité pour la rénovation du quartier, et c'est la raison pour laquelle elle va se faire. Sinon, c'est toujours la même chose. Prenez le tunnel de Piața Presei qui est en train d'être construit le long d'un espace vert et de promenade. Le projet avance malgré l'opposition des citoyens. Sorin Oprescu (le maire de Bucarest, ndlr) dit que les gens

Au siège d'ActiveWatch à Bucarest, sur Calea Plevnei, en face de l'ancienne Maison de la radio... On aperçoit l'immense bâtiment depuis le bureau tranquille où Irina Zamfirescu, 30 ans, actuellement doctorante en sociologie, reçoit *Regard*. Disponible, souriante, elle parle de sa ville, jetant de temps en temps un œil discret à un grand aquarium où se débattent deux belles tortues.

attendront moins aux feux, mais de toute façon les voitures ressortiront bien de quelque part, cela ne fera que déplacer le problème de cette circulation trop intense.

On parle ici de gros chantiers...

Oui, 48 millions de lei (un peu moins de 11 millions d'euros, ndlr) pour Piața Presei. Et le passage de Mihai Bravu coûtera lui 26 millions de lei (environ 5,9 millions d'euros, ndlr). Sorin Oprescu veut aussi faire un souterrain pour les piétons à Piața Romană, des piétons qui « ralentiraient le trafic », selon lui. Il s'agit pourtant du centre ville d'une capitale. On voit le résultat à Piața Universității, un lieu devenu difficilement accessible pour les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite. Les installations près des escaliers ne fonctionnent jamais, il faut demander l'autorisation en bas, c'est même écrit. Autre motif de grogne populaire : la traversée Ciurel-A1 qui est très avancée. Elle reliera l'autoroute de Pitești à l'autoroute de Constanța par la ville, via Splaiul Independenței, au lieu de contourner le centre. Sans parler du projet de liaison entre l'aéroport et le stade Arena Națională via une route suspendue au-dessus d'un quartier résidentiel. Pourquoi n'ont-ils pas fait ce stade de 75 000 places en périphérie ? A l'inverse, l'hôpital Fundeni est situé au fin fond de la ville. Bucarest n'est pas au service des gens.

Et que se passe-t-il avec le projet de périphérie ?

Personne ne veut s'en occuper. En venant de Ploiești ou de Pitești pour aller à Constanța, il faut nécessairement passer par la ville. L'autre souci avec le projet Ciurel, que la mairie a déclaré d'utilité publique, concerne les expropriations des habitants. Cela rappelle ce qui s'est passé avec la voie Buzești-Berzei et l'expropriation de 1 000 personnes en plein mois de décembre, ce qui était illégal. Le comble ici, c'est qu'un an et demi plus tard, une décision judi-



ciaire a stipulé que le projet n'était en fait pas d'utilité publique à cause de vices de procédure. Tout cela s'est donc passé sur la base d'une décision non valable. Mais notre maire n'en fait qu'à sa tête. On se souvient de Hala Matache (les halles de Matache, ndlr). Le ministère de la Culture avait approuvé la démolition à condition de reconstruire les halles ailleurs. Sorin Oprescu avait alors assuré qu'il allait s'exécuter à partir du moment où il aurait finalisé un partenariat public-privé, comme il aime à le répéter. Mais quelque chose me dit que nous ne sommes pas prêts de revoir ces halles de sitôt. Les colonnes du bâtiment n'ont même pas été conservées.

Y a-t-il une stratégie concernant les transports en commun ?

La RATB (Régie autonome des transports de Bucarest, ndlr) est en faillite. Avant Pâques, la mairie, enthousiaste, a annoncé le premier bus écologique, mais il s'agissait juste d'un essai, il n'y a aucun projet d'acquisition. Elle travaille aussi à « un plan de mobilité urbaine durable » imposé par l'UE afin de privilégier les transports alternatifs. Jusqu'à présent, personne n'a cependant été consulté. Pourquoi la RATB perd-t-elle de l'argent ? Tout

simplement parce que ce n'est pas un mode de transport attractif. Il n'y a pas d'horaires, par exemple. Il faudrait des lignes spéciales pour les autobus, mais comme avec le vélo, la mairie nous dit que « les Bucarestois ne sont de toute façon pas assez disciplinés ». Personnellement, je crois au comportement rationnel des gens. Le jour où l'on aura un réseau de bus performant, les gens laisseront davantage leur voiture au garage.

Le vélo en ville, lui, semble avoir le vent en poupe...

Oui, mais pour l'infrastructure, on n'a rien trouvé dans le budget 2015. Tout est parti de la célèbre lutte de 2008-2009 contre les fameux 100 km de pistes cyclables sur les trottoirs. La police routière les a suspendus à la demande des cyclistes. Or ces pistes avaient coûté 10 millions d'euros, mais personne n'en a endossé la responsabilité.

Les parkings construits à Université fonctionnent-ils ?

Ce serait faux de dire qu'ils sont vides. Ils sont à 40-50% pleins, le soir en particulier à cause des bars du centre. Mais il faudrait aussi un système d'abonnements pour les

gens qui travaillent dans le quartier. Par ailleurs, la police devrait mettre plus d'amendes, sinon les parkings ne marcheront pas. Dans le même temps, un troisième parking est en construction là-bas.

« Cette ville peut devenir tout et n'importe quoi. Elle peut évoluer vers un centre urbain pensé entièrement pour les voitures avec des bureaux partout, ou tout autre chose »

Selon vous, Bucarest serait pour ainsi dire une ville difficilement utilisable...

Je dirais que Bucarest est à 100% inutilisable. Normalement, tout type de personne devrait pouvoir se déplacer de manière autonome, aveugle, personne en fauteuil roulant, etc. J'ai participé à une marche pour personnes handicapées et j'ai entendu de telles histoires... D'après la loi, il faudrait laisser toujours un mètre et demi de largeur sur le trottoir afin que deux personnes en chaise roulante puissent passer. Ce règne de la voiture nuit à tout, même au commerce de proximité.

Et concernant les vieilles maisons ?

Rien de prévu, ni de réel budget. Quelques exceptions : l'Observatoire astronomique de Piața Romană et Hanul Gabroveni (auberge en rénovation dans le centre historique, ndlr). Quoi qu'il en soit, le centre historique dans son ensemble est littéralement abandonné par la mairie. Ils ont parlé de réhabiliter les bâtiments à risque sismique mais rien n'a été fait. Cette année, 10 millions de lei (environ 2,2 millions d'euros, ndlr) sont prévus pour la reconsolidation de bâtiments. Une somme ridicule, les mesures se résument à l'octroi du kit de survie. Autre chose, peu de gens le savent, mais il y a en bas de Calea Victoriei deux

immeubles prévus pour accueillir les personnes déplacées pour cause de reconsolidation. Cependant, les gens ne veulent pas y aller car ils ne savent pas quand ils pourront rentrer chez eux.

Quels sont les bons projets réalisés par la mairie ces dernières années ?

La laverie sociale et la cantine sociale, des services sociaux en fait. Même si la mairie n'accorde qu'un seul logement social par mois, ce qui est une véritable catastrophe. On est loin de l'Europe de l'Ouest où généralement une personne à la rue se fait aider en priorité avec un logement. Depuis l'évacuation de la rue Vulturilor, les gens là-bas sont à la rue depuis le 15 septembre. Ils ont passé tout l'hiver dehors. Mais ce projet

de laverie sociale a été bon pour les sans-abris.

A quoi ressemblera Bucarest d'ici 20 ans ?

Cela dépend beaucoup des citoyens. Par exemple, au niveau des vélos, ce qui s'est passé ces quatre, cinq dernières années me paraît incroyable. A mon avis, plein de bonnes choses se mettront en place autour du vélo. Mais cette ville peut devenir tout et n'importe quoi. Elle peut évoluer vers un centre urbain pensé entièrement pour les voitures avec des bureaux partout, ou tout autre chose.

Propos recueillis par Benjamin Ribout.
Photos : Daniel Mihăilescu

Contrepoids...

Trois questions au sociologue et consultant politique Bogdan Teodorescu

Regard : Bucarest est un chaos urbanistique et architectural, selon l'organisation ActiveWatch, et le maire en serait en grande partie responsable. Qu'en pensez-vous ?

Bogdan Teodorescu : Bucarest n'est pas une jolie ville, c'est comme ça. Je dis cela bien que je sois né ici, que je vive ici et que j'aime vivre ici. Mais on ne peut pas reprocher à un maire cette réalité, ce ne serait pas juste. Concernant Sorin Oprescu, je dirais même qu'il a fait des choses qui ont embelli Bucarest. Pas tout le temps, pas partout, mais par endroits, et c'est déjà pas mal.

Ne pensez-vous pas que la politique de la mairie devrait être plus favorable aux espaces verts et aux transports en commun ?

Je pense au contraire que beaucoup a été fait afin d'améliorer le confort des Bucarestois, et que certains problèmes qui stagnaient depuis des décennies ont été résolus. On ne peut pas dire que la ville n'a pas changé, ne s'est pas modernisée, ne serait-ce qu'entre 2008 et aujourd'hui.

Dans certaines situations, comme par exemple avec le Cathedral Plaza (voir l'entretien), peut-être que les autorités locales auraient pu mieux faire...

Certainement. Et pas seulement concernant le Cathedral Plaza, dans beaucoup d'endroits de ce pays on aurait pu faire mieux, et dans beaucoup d'endroits de ce pays des gens sont mécontents. Mais à mon sens, il est plus constructif de regarder en premier lieu ce qui a pu être fait et peut être réalisé aujourd'hui, et faire le point ensuite.

Propos recueillis par Carmen Constantin.



Entraînement à la base militaire de Smârdan (département de Galați), le 16 avril dernier. Pendant quinze jours, plus de 2 200 soldats du Royaume-Uni, république de Moldavie, Roumanie et Etats-Unis ont participé à des exercices de combat (commandement, tir, résolution de situations tactiques complexes) dans le cadre du maintien des capacités opérationnelles de l'Otan et de l'Union européenne. Exercices qui se sont déroulés à Smârdan mais également à la base militaire de Mihail Kogălniceanu (département de Constanța). L.C.

Source : ministère roumain de la Défense

Photo : S.T.

La cigarette serait à l'origine de 40 000 décès par an en Roumanie. Mais une nouvelle loi, déjà votée par le Sénat, devrait prochainement interdire de fumer dans les lieux publics, comme c'est le cas dans la plupart des autres pays membres de l'Union européenne.

Plus que du feu

« A L'HEURE ACTUELLE, SEULS 27% des Roumains fument, c'est pourquoi il est inadmissible d'avoir une loi qui protège les intérêts d'une minorité au détriment de la majorité », estime le député social-démocrate Daniel Florea, l'un des signataires de l'initiative législative censée modifier la loi anti-tabac en vigueur en Roumanie depuis 2008 – loi pourtant révisée six fois depuis 2002. « Le texte initial interdit de fumer dans les endroits publics à l'exception des bars, discothèques, restaurants, les zones dites réservées aux fumeurs mais que l'on peut aménager pratiquement n'importe où, poursuit le député. Bientôt, ce sera fini. Dans tous les lieux couverts d'un toit ou entourés par un ou plusieurs murs, la cigarette y sera bannie. »

Une initiative saluée par une centaine d'ONG qui ont mis en place la coalition România respiră (la Roumanie respire). Son but : interdire la cigarette partout où elle risque de déranger, à l'intérieur comme à l'extérieur, dans les parcs, aires de jeux pour les enfants, terrains de sport. La Roumanie ne fera ainsi que rattraper son retard par rapport à ses voisins. En Bulgarie ou en Hongrie, la législation est beaucoup plus avancée dans le domaine. Une loi anti-tabac diminuerait aussi le trafic illégal de cigarettes présent notamment à la frontière roumano-ukrainienne.

Diana Vasiliu, thérapeute spécialisée dans la dépendance au tabac,

affirme que « pendant plus d'un siècle, on nous a menti en présentant la cigarette comme une habitude, un rituel. Mais elle n'est que de la pure dépendance à une drogue extrêmement dangereuse, la nicotine ». Selon les experts, la fumée de cigarette contient 4 000 substances chimiques différentes dont une soixantaine cancérogènes. En Roumanie, l'inhalation de cette fumée serait responsable de 82% des décès causés par un cancer des poumons, de 55% des décès survenus suite à une maladie respiratoire chronique, et de 19% de ceux provoqués par des troubles cardiovasculaires (source : ministère de la Santé).

Des chiffres qui effraient, sans dissuader pour autant. « Afin de diminuer la consommation de tabac, il faudrait changer complètement de message, poursuit Diana Vasiliu. La dépendance à la nicotine s'installe dès la première cigarette. Et pour y renoncer, une rééducation du cerveau est nécessaire. Mais on a toujours préféré la méthode de la peur. Or, dès que l'on parle du cancer du poumon à un fumeur, ses mécanismes d'autoprotection s'alertent, il rejette cette sombre perspective, et invoque toujours un parent fumeur qui a vécu jusqu'à l'âge de 90 ans. »

Néanmoins, une majorité de fumeurs espère s'en sortir un jour. C'est pourquoi le ministère de la Santé a mis en place dès 2007 un programme national de lutte contre le tabac dénommé Stop fumat ! (arrêtez de fumer), avec des médicaments censés

combattre la dépendance et un appui psychologique – quant à la cigarette électronique, elle avance ici à petits pas ; comme à l'Ouest, les pneumologues préfèrent ne la conseiller qu'aux grands fumeurs. « Il ne suffit pas d'interdire la cigarette, il faut aider le fumeur à y renoncer », insiste la coordinatrice du programme, la pneumologue Magdalena Ciobanu.

Bien qu'alignée aux normes européennes de lutte contre la consommation de tabac, la Roumanie ne dispose toujours pas de fonds suffisants pour couvrir le besoin en médicaments destinés à combattre le tabagisme. « En 2013, on n'a eu aucun financement. Du coup, tous les fumeurs désireux de s'arrêter étaient sur liste d'attente », déplore la pneumologue. Et le nombre de personnes

inscrites pour bénéficier de ce programme gratuit ne cesse de croître. Ici comme ailleurs, la volonté d'arrêter de fumer a aussi une explication économique. Un paquet de cigarettes coûte en général plus de 3 euros, alors que le salaire moyen avoisine 400 euros. « J'ai beaucoup d'amis qui ont arrêté de fumer faute d'argent », confesse Iulian, bucarestois de 40 ans. Avant d'ajouter : « A chacun de mes voyages à l'étranger, dans les pays où fumer dans les lieux publics est interdit, la cigarette me mettait mal à l'aise. J'étais forcé de m'enfermer dans ces petits coins pour fumeurs irrespirables. Et puis, à la naissance de mon fils, j'ai décidé d'arrêter. » De son côté, Bianca, étudiante en dentaire de 21 ans, ne semble pas prête de renoncer... « J'avais 15 ans quand j'ai allumé ma première cigarette, par curiosité.

J'espère m'arrêter le jour où je me déciderai à avoir un enfant. Mais pour l'instant, il y a tellement de fumeurs autour de moi que cela me rassure et me donne envie de continuer. »

« En 2013, on n'a eu aucun financement. Du coup, tous les fumeurs désireux de s'arrêter étaient sur liste d'attente »

La nouvelle loi anti-tabac se propose précisément de protéger les jeunes et les enfants puisqu'il sera interdit de fumer aussi bien dans les espaces publics que dans les aires de jeux en plein air. « Le tabagisme passif peut provoquer de l'asthme chez les enfants, confirme Magdalena Ciobanu. Le

système cardiovasculaire notamment souffre de la fumée passive, suivi par le système respiratoire. Dernièrement, on a constaté que le tabagisme passif pouvait aussi entraîner un risque accru de cancer du sein, et engendrer même de la dépression. »

La nouvelle législation prévoit par ailleurs des amendes aussi bien pour les clients que pour les gérants des locaux qui continueront de tolérer la cigarette. « Je crains qu'ici on ne continue à fumer malgré tout », soutient le député Daniel Florea. Pourtant, si l'interdiction de fumer était imposable dans beaucoup de pays, elle a fini par s'imposer.

Ioana Lazăr
Photo : Octav Ganea / Mediafax

Mise essentielle

200 millions d'euros ont été récemment débloqués par la Banque mondiale afin de remédier à l'abandon des études supérieures en Roumanie, un projet qui se déroulera sur sept ans. Bien que le degré de scolarisation dans l'enseignement secondaire soit satisfaisant, l'enseignement supérieur est fortement touché par l'abandon et les mauvais résultats obtenus au baccalauréat. A la fin de l'année scolaire passée, seuls 60% des élèves de lycée ont réussi leur bac. Et on estime à environ 20 000 les étudiants risquant d'abandonner leurs études dès la première année de faculté. Selon un rapport Eurostat (Direction générale de la Commission européenne pour l'information statistique), la Roumanie occupe la dernière place parmi les pays membres en matière d'enseignement supérieur, avec seulement 13,1% de la population ayant terminé des études universitaires, contre 24,2% en moyenne au sein de l'Union européenne. A noter par ailleurs que le budget consacré à l'éducation représente 3,4% du Produit intérieur brut roumain, alors que la moyenne européenne est à 5,3%. Daniela Coman. Photo : Marius Dumbrăveanu / Mediafax



La Marche et la Course Casiopeea redonnent confiance à la féminité

L'Association Casiopeea organisera, le 30 mai 2015 à Braşov, au Complexe Sportif Olimpia, la 4ème édition de la Marche et de la Course Casiopeea, une action exemplaire et humanitaire bi-annuelle pour l'acquisition de prothèses mammaires destinées aux femmes qui ont subi une mastectomie.

Les nombreux participants attendus à Braşov ont toujours fait preuve d'un grand enthousiasme et de solidarité dans cette lutte contre le cancer du sein qui nous concerne tous. Le succès de cette cause dépend essentiellement d'une profonde empathie avec des femmes qui passent par une épreuve difficile. Les résultats exceptionnels enregistrés dès la première édition sont un hommage à la féminité retrouvée et au pouvoir de l'espoir.

L'édition 2014 de la Marche et de la Course Casiopeea (à Braşov et à Bucarest) a permis à l'Association Casiopeea de distribuer 250 prothèses mammaires. Ce qui signifie que 250 femmes ont retrouvé le sourire et la chance d'une réintégration sociale.

Les objectifs de 2015 des courses Casiopeea sont : plus de 4 000 participants, 25 sociétés participantes au Corporate Challenge, la donation de 400 prothèses mammaires et la distribution de 4 000 vouchers de prévention. A Bucarest, Casiopeea attend un grand rassemblement avec un public fidèle, le 26 septembre prochain, au Parc Izvor.

www.casiopeea.ro



LA QUETE DU PERE



QUAND ELLES ETAIENT ENFANTS, dans le village de Măcrina, dans les collines de l'est de la Roumanie, Cornelia et Teodorina n'auraient jamais imaginé qu'elles passeraient plus de cinquante ans de leur vie à chercher le corps de leur père avec l'espoir de faire l'impossible deuil d'un homme qu'on leur enleva trop vite, par une nuit d'automne, en 1959. Leur quête toujours inachevée aujourd'hui rappelle celle des milliers de femmes et d'enfants de Bosnie-Herzégovine qui accourent à la découverte d'un charnier avec l'espoir de retrouver les restes des leurs, et mettre fin aux terribles questions qui tournent dans leurs têtes vingt ans après la fin de la guerre, mais aussi celle des familles des 2 000 Chypriotes grecs et turcs toujours portés disparus depuis la séparation de l'île en 1974, ou des grand-mères argentines toujours à la recherche de leurs proches enlevés lors de la dictature militaire. « On ne sait toujours pas où notre père a été jeté. Cela fait aussi mal que la perte elle-même. Si au moins nous avions une tombe sur laquelle nous recueillir », a expliqué, les mains tremblantes, Cornelia Monor lors de sa déposition au procès Vişinescu, l'ancien commandant de la prison de Râmnicu Sărat, une des geôles politiques les plus dures du régime communiste. Le père de Cornelia et de Teodorina,

Dinu Neagu-Alexandrescu, était l'instituteur du village. « Les communistes le soupçonnaient d'avoir un esprit trop libre et de s'opposer à la collectivisation des terres. Il fut arrêté une nuit. Deux voisins qui l'avaient dénoncé accompagnaient l'officier de la Securitate (police politique, ndlr) », se souvient Cornelia, vêtue d'un sobre pantalon noir et d'un pull blanc. Durant un an, la famille de l'instituteur ne sut absolument rien. Puis la mère de Cornelia et Teodorina fut appelée dans une grande ville, loin. Elle espérait qu'on lui communique la date d'un procès. On lui annonça la mort de son mari. « Ils lui dirent de ne rien dire à personne, de ne pas porter le deuil sinon ses enfants allaient souffrir », poursuit Cornelia, les mains tremblantes. Aucun détail sur les circonstances du décès ne fut donné. Ce n'est que cinq ans plus tard que sa mère rencontrera par hasard, sur une foire, un juge qui partagea durant quelques jours une cellule de Râmnicu Sărat avec l'instituteur. La peur au ventre, il lui racontera que son mari refusa de reconnaître les supposés crimes qu'on lui imputait et qu'il fut battu à mort. Il n'en dit guère plus ; malgré la libération des détenus politiques en 1964, la peur continuait de régner dans ce régime totalitaire. Après la chute de la dictature, en 1989,

les deux filles de l'instituteur retrouvèrent le juge. Il leur en raconta davantage. Leur père, dit-il, avait refusé, malgré la torture, d'admettre des faits qu'il n'avait pas commis, pour ne pas salir l'honneur de sa famille mais aussi pour ne pas emmener d'autres dans sa chute. « Si j'avoue, ils voudront d'autres noms », disait-il. Un jour, il revint dans la cellule tiré par deux gardes. « Il n'avait plus un visage d'homme », dit le juge. Teodorina retrouva l'officier de la Securitate, Vasile Lupu, qui mena les interrogatoires. Ils se virent dans un café, à Bucarest. « Il n'a pas nié l'avoir battu » jusqu'à la mort, raconte Teodorina à la Cour. Vasile Lupu ne fut jamais inquiété. Il est mort il y a deux ans après une retraite paisible sans avoir rien dit sur le lieu où fut jeté le corps de Dinu Neagu-Alexandrescu. Cornelia et Teodorina pensent qu'Alexandru Vişinescu, en tant que commandant de la prison, savait quelque chose. Lui, assis au troisième rang de la salle d'audience, ne dit rien. Ni la juge, ni la procureure ne tenteront de l'interroger sur le lieu où a pu être enterré l'instituteur. Cornelia et Teodorina sont reparties avec cette même question lancinante dans la tête : où est le corps de notre père ?

Isabelle Wesselingh est journaliste à l'Agence France-Presse.
Photo : Octav Ganea / Mediafax

Le bois touché



C'était l'un des grands chantiers législatifs du Parlement, l'un des principaux combats de la société civile, et surtout une question environnementale devenue urgente. Un nouveau code forestier encadrant l'exploitation et la vente du bois est sur le point d'être adopté. Validé une première fois pas le Parlement fin février, il a été renvoyé par le président pour être réexaminé. Klaus Iohannis considère que l'un des articles qui limite l'achat et le traitement du bois à 30% par opérateur économique contrevient aux règles de la libre concurrence. Mais dans les grandes lignes, le nouveau code restera identique. « Ce texte est équilibré et clarifie

de nombreux aspects, estime Dănuț Iacob, du ministère de l'Environnement. Il encadre désormais la vente du bois coupé au sein du fonds forestier de l'Etat dans le but de freiner l'exploitation intensive et incontrôlée qui n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Et il impose qu'au moins 40% du bois exploité sur le territoire soit transformé en Roumanie. » La réglementation imposée aux propriétaires privés reste toutefois lacunaire, estiment les ONG. Les plans d'administration forestière pour les surfaces de moins de dix hectares, par exemple, ne sont pas obligatoires. « Cette prérogative laisse place aux abus, explique Dan Trifu, vice-président de l'ONG Eco-Ci-

vica. Car la majorité des propriétaires privés de forêt possèdent des parcelles de moins de dix hectares. » Un autre aspect qui dérange la société civile est l'augmentation de la surface pouvant être déboisée en cas de construction au cœur d'une forêt. Celle-ci est passée de 200 à 250 m2, ce qui profite aux promoteurs immobiliers, notamment pour les lotissements. « Dans ses grandes lignes, le nouveau code est meilleur que l'ancien, reconnaît M. Trifu. Mais il faudra qu'il soit respecté, et là, ce n'est pas gagné. »

Jonas Mercier
Photo : Octav Ganea / Mediafax

Communiqué



Depuis 2002, l'association Valentina Romania mobilise toute son énergie pour lutter contre l'abandon scolaire des enfants vivant dans le quartier de Ferentari à Bucarest, où sévit une grande misère. Plus de 100 enfants sont impliqués dans le programme d'accompagnement scolaire, suivis au jour le jour par les assistantes sociales et les bénévoles bienveillants de l'association. Parce que la clé de leur futur est l'éducation, nous mettons tout en œuvre pour leur construire un avenir meilleur. Du 7 avril au 21 mai 2015, vous pouvez contribuer au projet de financement participatif de Valentina visant la réhabilitation des salles de bain des familles en grande difficulté, projet publié sur le site officiel Ulule : www.fr.ulule.com/valentina-romania Et retrouvez l'actualité de Valentina sur le site : www.valentina-romania.ro

La chronique

DE NICOLAS DON

AU-DELA DU SHOW

Gros plan sur un gros cercueil noir, descendant dans un tombeau. L'image est largement barrée par le logo d'une chaîne de télévision. Zoom arrière : éplorée mais parfaitement bronzée, maquillée et coiffée, Oana Zăvoranu, l'éternelle starlette des écrans roumains, enterre sa génitrice. Tous les médias du pays sont là pour immortaliser la fin d'une homérique bataille mère-fille, atteignant d'impensables sommets de vulgarité depuis de longues années. Un vrai feuilleton avec de la drogue, de l'argent, des suicides, du sexe, et même de la politique. Et tous les détails largement étalés sur la place publique. Résumons, pour les non-initiés (rarissimes parmi les vingt millions de Roumains) : Oana aime sa maman, mais Mărioara la rejette et la déteste. Mărioara est très riche, elle a donc forcément un cœur de pierre et n'aide pas la pauvre Oana, c'est-à-dire qu'elle ne lui donne jamais d'argent. Mais Oana est une grande vedette adorée par le public, très riche aussi, forcément. Et qui, de toute façon, n'a pas besoin de ça pour être heureuse... L'épopée du décès de Mărioara Zăvoranu a fait la une pendant pratiquement une semaine. Nous sûmes tout sur l'ouverture de la succession, l'héritage et les éventuels ayants droit. Coup de chance supplémentaire, Mărioara possédait un cimetière, autrement dit, voici la scène du nouveau show. Les deux camps nous ont donc offert une superbe mini-émeute avec gardes du corps débordés, hurlements, évanouissements, pleurs et imprécations pour accompagner la messe. En direct, naturellement. Un bonus offert à la télé qui a acheté l'exclusivité de ce grand drame national ? Le paquet prévoyant toutes les images et les commentaires de la star est parti pour 26 000 euros, selon la presse roumaine. Le lendemain, le président Klaus Iohannis recevait les principaux partis politiques pour évoquer la réforme du mode de scrutin et les rapports entre la Justice et le Parlement. Il s'agit de dégraisser le mammoth qu'est devenu le Parlement roumain et de ramener le nombre d'élus de 588 à 300. Et puis faire en sorte que le Parlement ne bloque pas systématiquement les enquêtes visant ses membres, notamment en matière de corruption. C'était la troisième rencontre de ce type et le débat n'a pas franchement avancé. Calme plat dans les médias. Fort heureusement, le lendemain, dans un déluge d'émissions, d'articles et d'analyses, on est revenu à nos moutons. Oana Zăvoranu songe à déterrer son père – mort il y a dix ans – pour l'installer aux côtés de sa mère, dans le cimetière familial, lien privilégié avec l'au-delà. Record d'audience garanti.

Chassés

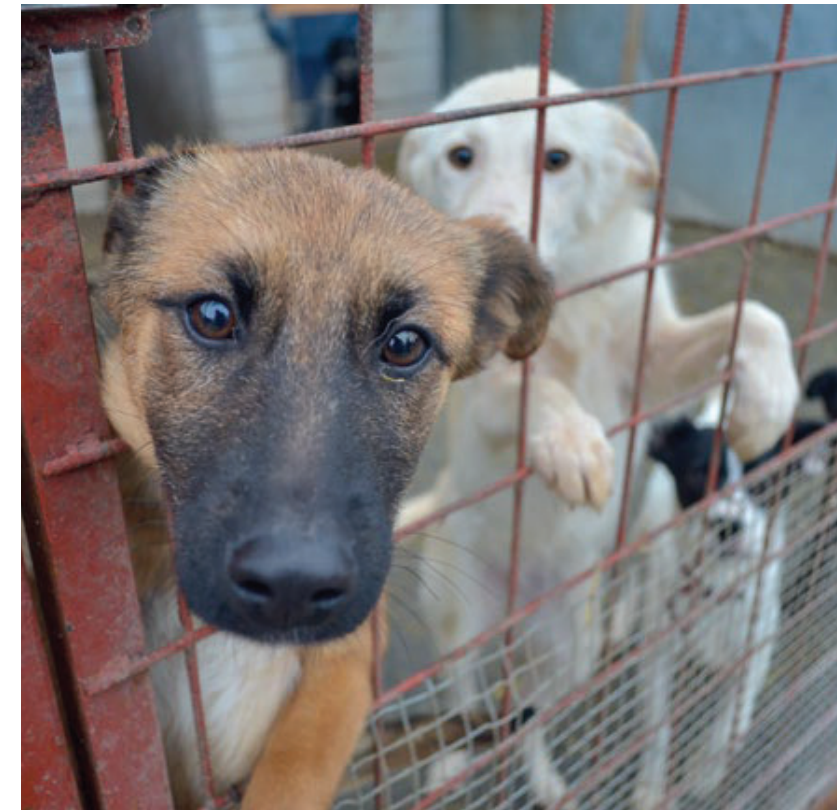
Les chiens errants ont arpenté les rues de Bucarest pendant des années. Aujourd'hui moins visibles, que sont-ils devenus ?

EUGENIA TUDOSE CONNAIT BIEN

les trois chenils municipaux de la capitale. Elle s'y rend plusieurs fois par semaine depuis un an et demi. « Je prends des photos et publie ensuite mes clichés sur Facebook avec un petit message pour appeler à l'adoption », détaille-t-elle. Sa page est suivie par des milliers de personnes, dont des associations étrangères. Grâce à ses petites annonces, Eugenia a déjà sauvé de nombreux chiens promis à une injection létale.

En 2013, on estimait à plus de 65 000 les chiens vivant sans maître dans les rues de Bucarest. Craints ou tolérés, haïs ou chouchoutés, ils faisaient partie du paysage urbain. Aujourd'hui, ils ne seraient plus que 3 000. Un constat soutenu par Răzvan Băncescu, responsable du département en charge des chiens errants au sein de l'Autorité municipale pour la surveillance et la protection des animaux (ASPA).

« Nous avons fait en moins de deux ans ce que personne n'a réussi à faire en presque vingt-cinq ans », assure-t-il.



suscitée par ce fait divers a même poussé le Parlement à voter dans les jours qui ont suivi une loi autorisant l'euthanasie des chiens sans maître capturés sur la voie publique si, dans un délai de deux semaines, aucune réclamation ou demande d'adoption n'était faite. Parallèlement, les autorités locales lancèrent un vaste projet visant à éradiquer les chiens errants.

De son côté, Răzvan Băncescu a procédé selon un plan de bataille minutieux. Face à son bureau, deux immenses cartes de la capitale divisées en secteurs, avec en rouge les zones les plus peuplées de chiens errants. « Au total, 15 équipes – dont seulement deux sont subordonnées à l'ASPA, les autres étant privées, ndlr – se sont partagé la ville. Au plus haut de l'activité, près de 200 chiens

étaient capturés toutes les 24 heures », explique-t-il. Les animaux se retrouvaient alors dans l'un des trois chenils de Bucarest en attendant de se faire adopter... ou pas.

A raison de 230 lei (environ 50 euros) par chien capturé, les associations de protection des animaux, déjà outrées par l'adoption d'une loi permettant l'euthanasie, n'ont pas manqué de dénoncer la juteuse affaire. « Nous avons reçu des témoignages de personnes qui affirment avoir vu des chiens capturés alors que leur maître se trouvait tout près, soutient Marcela Pislă de l'association Cuțu Cuțu. D'autres selon lesquels les chiens sont parfois gardés toute une journée voire deux dans des véhicules avant d'être amenés au chenil. » Au total, près de 60 associations de protection des ani-

maux sont enregistrées à Bucarest, la plupart dénonçant les méthodes de l'ASPA.

C'est principalement à cause de l'urbanisation forcée imposée par Nicolae Ceaușescu et la construction d'immeubles dans des zones de maisons que de nombreux Roumains ont abandonné leurs animaux de compagnie. Et les autorités ont laissé faire. A la fin des années 1990, la situation était devenue insoutenable. Au mois de décembre 2000, 948 morsures ont été enregistrées à Bucarest par l'Institut des maladies infectieuses Matei Balș, soit plus de 30 incidents par jour – en décembre de l'année dernière, seules 89 personnes ont été mordues dans la capitale, le chiffre le plus bas de ces trente dernières années. A l'époque, l'intervention musclée de la mairie, dirigée par l'ancien président Traian Băsescu, avait permis de reprendre un peu le contrôle. Mais la pression d'associations internationales de protection des animaux, notamment la fondation Brigitte Bardot, avait réussi à faire plier le Parlement, qui avait alors interdit l'euthanasie.

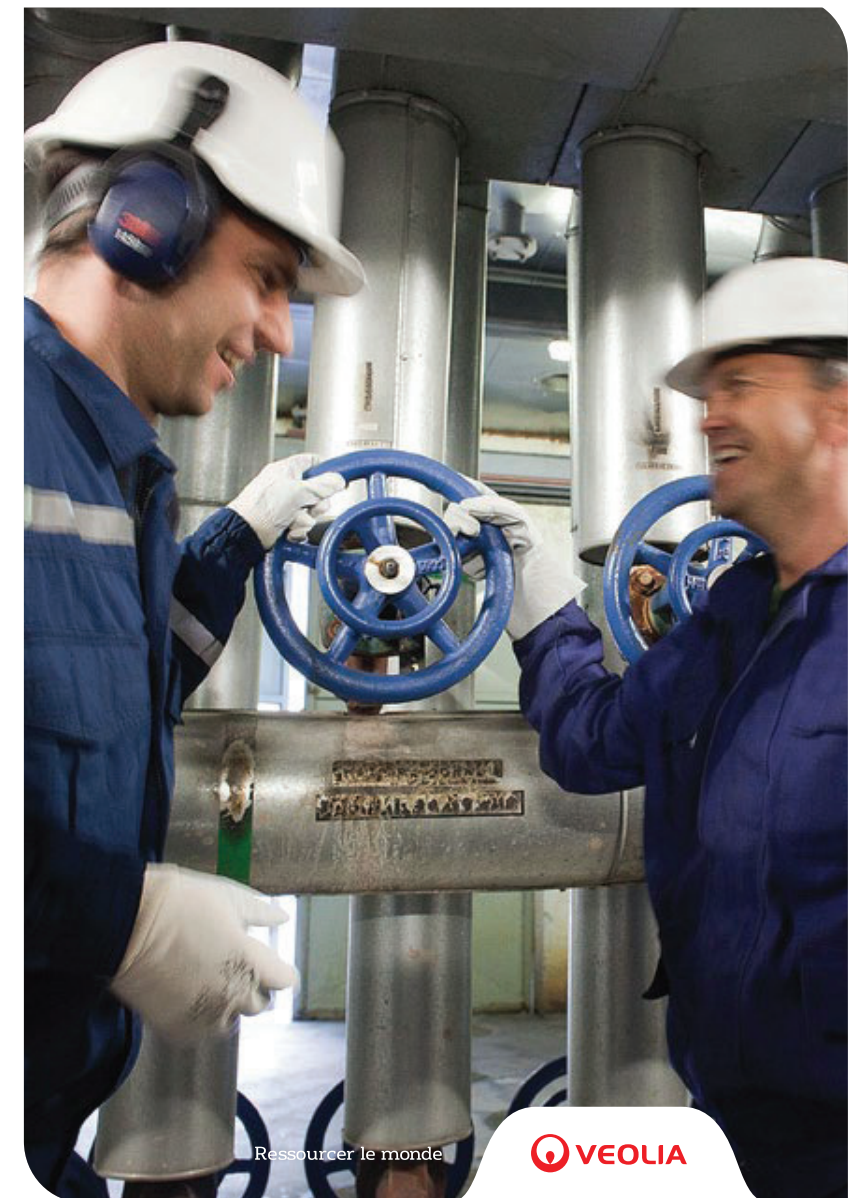
« La question des chiens errants n'est pas propre à Bucarest mais à toute la Roumanie », rappelle le vétérinaire Aurelian Ștefan, impliqué dans le programme de stérilisation gratuite pour les chiens mené par l'association américaine Romania Animal Rescue. Depuis 2008, 30 000 chiens ont ainsi été stérilisés sur l'ensemble du pays. « La base du problème est la multiplication non contrôlée des animaux. Capturer et tuer les chiens errants n'est qu'une solution partielle, explique-t-il. Il faut maintenant apprendre aux Roumains à stériliser leurs animaux domestiques mais aussi à ne pas les abandonner. » La plupart des grandes agglomérations disposent d'un service de stérilisation gratuit. Mais dans les petites villes et les campagnes, son coût reste trop élevé.

Jonas Mercier

Photo : Robert Frunzescu / Mediafax

Ils s'expatrient

Sur 52 000 chiens capturés par l'ASPA depuis septembre 2013, environ 30 000 ont été tués et 24 000 adoptés. La majorité des adoptions s'effectue à l'étranger par le biais d'associations telles Rescue Association Hobo Dogs, de Finlande. « Nous présentons les chiens sur notre site et procédons à des entretiens avant d'envoyer les animaux en Finlande, explique la présidente de l'association, Salla Honkapää. Avant de s'intéresser à la Roumanie, beaucoup de nos membres travaillaient avec l'Estonie, où la situation des chiens errants était également préoccupante. » Une famille finlandaise qui souhaite adopter un chien de Roumanie paie près de 500 euros, tarif incluant le transport de l'animal ainsi que les démarches vétérinaire et administrative pour le faire sortir du pays. « L'année dernière, 333 chiens ont été adoptés en Finlande par notre intermédiaire, nous dépasserons nettement ce chiffre cette année », assure Salla Honkapää.



Ressourcer le monde

VEOLIA

Pas très gai



Remus Cernea au Parlement, en décembre dernier.

Un projet de loi sur le Partenariat civil pourrait légaliser les unions entre personnes de même sexe. Mais il reste du chemin à parcourir. D'un côté, le texte, initié à l'automne dernier par le député indépendant Remus Cernea, a reçu fin avril un avis favorable de la part de la Commission parlementaire pour le travail. De l'autre, la Commission pour les droits de l'homme ne l'a pas soutenu. Ce projet définit le Partenariat civil comme « *un contrat officiel devant notaire entre deux adultes de sexes différents ou du même sexe par le biais duquel, par exemple, lors de la demande d'un crédit bancaire, les revenus conjoints du couple seront pris en compte dans leur totalité. Ou bien, lors d'une hospitalisation de l'un des partenaires, l'autre pourra automatiquement bénéficier d'une couverture de santé conjointe* ». De la même façon, lors du décès de l'un des partenaires, l'autre pourra bénéficier d'un droit à l'héritage. Le député Remus Cernea n'en est pas à sa première tentative. Un premier projet de loi sur le Partenariat civil, déposé au Parlement en 2013, avait été rejeté de façon catégorique. Dans leur grande majorité, les députés avaient alors avancé le fait que le code civil roumain interdit le mariage entre personnes du même sexe. A noter que la loi roumaine ne reconnaît pas non plus les unions civiles officialisées à l'étranger – 19 des 28 Etats membres de l'UE ont pourtant adopté une législation en ce sens. Selon le sociologue Ciprian Necula, « *malheureusement, à cause de l'influence de la tradition orthodoxe, ou simplement par manque d'éducation, l'homosexualité est encore et toujours stigmatisée en Roumanie* ».

Carmen Constantin
Photo : Octav Ganea / Mediafax

La chronique

D'ISABELLE WESSELINGH

LA ROUMANIE PEINE A ASSUMER SON PASSE ESCLAVAGISTE



Dix-sept questions, 4 000 mots, 21 800 caractères : pour marquer la sortie en Roumanie du film *Aferim !*, gagnant de l'Ours d'argent à Berlin, une revue roumaine réputée a publié une longue interview du réalisateur Radu Jude. Comparé par le magazine Hollywood Reporter à *12 years a slave*, succès mondial sur l'asservissement des Afro-américains, *Aferim !* met en lumière la cruauté de l'esclavage des Roms en Roumanie, esclavage qui dura cinq siècles avant d'être aboli en 1856. Pourtant, dans ce vaste entretien, le thème central du film n'a guère intéressé le journaliste roumain qui l'évoque indirectement dans une seule question. Il multiplie en revanche les discussions sur les costumes, le choix du noir et blanc, les difficultés de la reconstitution historique, la coproduction avec des fonds bulgares, comme s'il voulait à tout prix éviter de regarder dans

le miroir sans concession que tend le film à la société.

L'esclavage des Roms par l'Eglise orthodoxe (les premiers esclaves roms sont donnés à des monastères au XIV^{ème} siècle (1)) et les grandes familles roumaines demeure aujourd'hui encore un sujet tabou en Roumanie, que ce soit dans la littérature, le cinéma ou la recherche historique. Un des grands mérites d'*Aferim !* – ce n'est pas le seul – est de briser le silence en montrant les traitements inhumains et la vente des Roms comme des animaux. On aurait imaginé que la sortie de ce film, dirigé avec brio pour susciter le débat et non pas asséner une leçon, soit une occasion pour la presse et les commentateurs de traiter avec profondeur l'esclavage, de voir quelles en sont les conséquences aujourd'hui, en quoi il explique la marginalisation des Roms, comment ces derniers se rapportent à cette histoire d'humiliation et de négation de leur humanité. Les débats auraient pu rappeler que la prospérité de l'élite roumaine fut assurée durant des siècles par le travail gratuit des Roms. Pourtant, la plupart des « grands médias » roumains se sont contentés de rappeler que le long métrage a gagné l'Ours d'argent – occasion de se féliciter d'un succès national à l'étranger – tout en s'émerveillant des costumes d'époque ou du langage plein d'archaïsmes. L'esclavage est évacué en quelques lignes comme dans les cours d'histoire des écoles. Seules quelques voix ont saisi le profond défi posé par ce film. Un « *défi qui remet en cause la mythologie nationale de la pureté roumaine... et montre comment la stigmatisation de cette ethnie (rom) fait partie de notre identité nationale même si nous ne l'assumons pas* », écrit Oana Marinescu sur son blog (2). Dans *Dilema Veche*, l'anthropologue Vintilă Mihăilescu souligne : « *Aferim! est une sorte de Réveille-toi Roumanie (l'hymne national) mais sans la fanfare* » (3), qui force les Roumains à regarder une réalité qu'ils ne voudraient pas voir. La dignité et la maturité véritables d'une société se gagnent dans sa capacité à assumer ses zones d'ombre et d'en réparer, autant que possible, les séquelles. En France, en Allemagne, aux Etats-Unis, des films ont aussi servi d'électrochoc pour regarder en face des périodes sombres de l'histoire nationale – esclavage, colonialisme, nazisme – parce que la presse et la société surent s'emparer du débat qu'ils avaient initié.

Isabelle Wesselingh est journaliste à l'Agence France-Presse.

Photo : Silviu Gheție

(1) *Romi. Slavie si libertate*, écrit par l'historien Petre Petcuț, Rom roumain et docteur en histoire, université de la Sorbonne.

(2) www.oana-marinescu.blogspot.fr/2015/03/aferim-provocare.html

(3) www.dilemaveche.ro/sectiune/situa-iunea/articol/romania-exotica

En contrepartie

Mi-mars, la première épicerie sociale et d'entraide de Roumanie a officiellement ouvert ses portes, au rez-de-chaussée d'un immeuble du quartier de Crângași, dans le secteur 6 de Bucarest. Un projet inédit mis en place par la Direction générale d'assistance sociale et de protection de l'enfance (DGASPC). « Les demandes d'aide sont trop nombreuses, il est devenu très difficile de vérifier si elles sont légitimes ou pas », déplore Nicolae Gorunescu, directeur de la DGASPC du secteur 6 de la capitale. De là l'idée d'un magasin basé sur le don : l'épicerie SocialX-change. A chaque service rendu pour la communauté, une personne dans le besoin reçoit un nombre de points,

devenus officiellement la monnaie d'échange au sein de cette boutique de l'entraide.

Le lieu est approvisionné par des donateurs de produits divers, qui sont à leur tour récompensés par des points à utiliser soit pour acheter dans l'épicerie même, soit pour obtenir des entrées gratuites au théâtre, bénéficier d'ateliers pour les enfants, ou même de séances de psychothérapie. A l'heure actuelle, l'épicerie recense sur ses listes une cinquantaine de donateurs et une trentaine de bénéficiaires. Mère d'un enfant de douze ans et grand-mère d'un petit de deux ans, Anișoara Mușat, 42 ans, ne

touche que 47 euros par mois. Veuve depuis quelques années, elle avoue ne plus travailler depuis plus de 25 ans... « Quand je suis allée à la mairie pour demander de l'aide, l'assistante sociale m'a orientée vers ce magasin. On m'a proposé d'y faire des heures de repassage et de nettoyage. En trois heures, j'ai cumulé trente points qui m'ont permis d'acheter des produits de première nécessité. »

Ioana Lazăr

Photo : Mihai Barbu

Pour plus d'informations, visiter le site www.socialxchange.ro



l'offre de groupe la plus flexible

nous travaillons ensemble
pour votre entreprise



consultant personnel
solutions personnalisées avec **Business Open**



Samsung Galaxy
S6 Edge
0 €



Vonino
iMart QS
0 €

consultez la page orange.ro/consultant
ou téléphonez-nous au 0374 777 777

4G+
le réseau #1

prix disponibles avec le budget d'achat d'équipements, par l'intermédiaire de votre revendeur direct ou d'une boutique Orange

L'EVEIL CAPITAL

Cluj-Napoca est cette année Capitale européenne de la jeunesse, un cadre permettant à de nombreuses associations de développer pleinement leurs activités dans divers domaines, culturel, social, politique.... Cette distinction est décernée chaque année par le Forum européen de la jeunesse. Petit tour en images de quelques initiatives.



Depuis seize ans, à Cluj et dans d'autres villes, la filiale roumaine de l'organisation internationale Habitat for Humanity aide les personnes à faibles revenus à rénover ou construire leur habitation. Ici, le 8 avril, de jeunes volontaires travaillent sur une vieille maison de la commune de Jucu de Sus, à 25 km au nord-est de Cluj.

www.habitatcluj.ro



Le 15 de chaque mois, Day15 anime l'espace urbain de Cluj à travers de nombreux événements. En mars s'est tenue une session de plantation de 500 arbres et arbustes sur une zone négligée d'un parc de la ville.

www.cluj2015.eu



Școala Altfel (l'école autrement) est un programme national d'une semaine pour les enfants où un autre apprentissage est proposé, plus informel. Dans le cadre de ce programme, un festival a eu lieu à Cluj du 6 au 10 avril dernier regroupant 6 000 élèves de 4 à 18 ans et une centaine de professeurs pour près de 200 ateliers sciences, éducation civique, arts japonais...

www.manutepricepute.ro/festivalulaltfel



GEYC (Groupe de la jeunesse européenne pour le changement) est une organisation roumaine créée en 2010 à Bucarest. Prisma seminar est l'une de ses initiatives, elle a regroupé pendant trois jours, du 17 au 19 avril dernier, vingt-huit participants provenant de douze pays et représentant vingt organisations européennes impliquées dans divers domaines. Ici, une conférence sur les outils numériques, le 17 avril à la mairie de Cluj.

www.geyc.ro



Au Centrul de voluntariat de Cluj (Centre de bénévolat), parmi diverses activités, des semaines de formation ont lieu plusieurs fois dans l'année. Le but : transmettre un savoir-faire, donner confiance en soi, et former des formateurs. Ici, le 7 avril dernier, lors de la journée de clôture pour les coordinateurs professionnels.

www.centruldevoluntariat.ro

Texte et photos : Nicolas Friess



**CCI FRANÇAISE
EN ROUMANIE**

DONNONS DE LA VALEUR
AUX OPPORTUNITÉS !



500
MEMBRES

CCIFER
OPPORTUNITÉS

CCIFER
ACTION

CCIFER
INSPIRATION

CCIFER
FORMATION

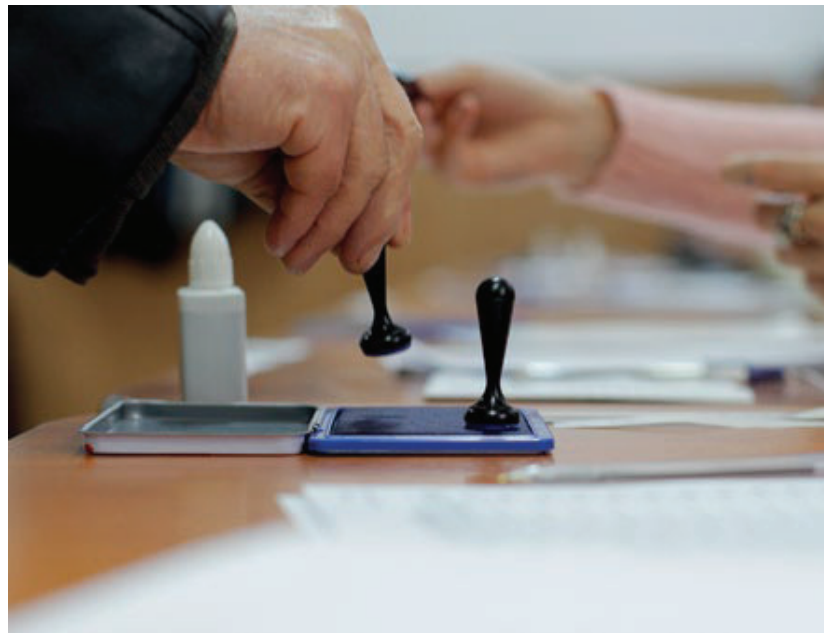
MISSION

COMMUNAUTÉ D'AFFAIRES
FONDÉE SUR LE SAVOIR-FAIRE
FRANÇAIS, LA CCIFER EST UN
LEADER ENGAGÉ DANS LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE DES
PERSONNES, DES ENTREPRISES
ET DE LA ROUMANIE.

WWW.CCIFER.RO

PLUS CLAIRS

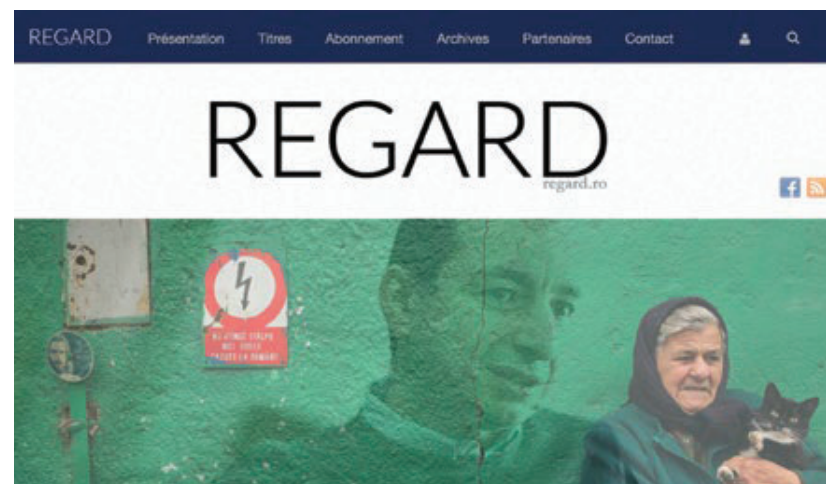
Les partis politiques ne vont plus pouvoir recourir à des financements occultes. C'est en tout cas l'objectif de la nouvelle loi sur le financement des partis et des campagnes électorales adoptée par le Sénat le 22 avril dernier suite à la demande du président Klaus Iohannis. Le chef de l'Etat a toujours été contre la possibilité d'emprunt pour les partis, une méthode contrevenant selon lui au principe de transparence. « *Le problème des emprunts est désormais réglementé par la décision qu'indifféremment de la somme proposée à un parti, son virement devra s'effectuer obligatoirement par transfert bancaire, ce qui éliminera les transactions en liquide non transparentes* », a récemment précisé Mihai Voicu, président de la Commission du code électoral. Les élections locales de mai-juin 2016 seront les premières à se dérouler sous cette nouvelle loi, avant les législatives prévues fin 2016.



Carmen Constantin
Photo : Ovidiu Iordachi / Mediafax

Sur le 2%

Selon les dispositions de l'article 57 du Code fiscal, le contribuable peut décider de la destination d'un montant représentant jusqu'à 2% de l'impôt annuel sur les revenus salariaux pour soutenir des entités à but non lucratif, ainsi que pour accorder des bourses privées. Il suffit de compléter et déposer le formulaire 230. Ce formulaire peut être retiré auprès des organes fiscaux ou téléchargé du site de l'ANAF : www.static.anaf.ro/static/10/Anaf/formulare/cerere_230_2013.pdf, avant d'être déposé au guichet de l'organe fiscal, ou envoyé par courrier en lettre recommandée. La date limite de dépôt du formulaire 230 est le lundi 25 mai 2015.



De nombreuses associations ou fondations ont besoin de soutien, celles qui viennent en aide aux personnes démunies en premier lieu. C'est pourquoi la fondation Francofonia, editrice de la revue *Regard*, n'a pas jusqu'à présent communiqué sur la possibilité de lui rediriger ce 2% d'impôt. Mais afin de poursuivre sa tâche, et de continuer à informer précisément sur ces actions sociales essentielles, notre revue a aujourd'hui elle aussi besoin du soutien de ses lecteurs. Pour plus d'informations – notamment sur les données de la Fondation –, contacter la rédaction : laurent@regard.ro. L.C.

COMMUNIQUÉ

APPLAUDISSEMENTS POUR NEUF FEMMES ET UN HOMME DU GROUPE RENAULT EN ROUMANIE



Renault Roumanie a organisé le 23 avril dernier, à Pitești, la 3ème édition du Gala des Femmes de Succès. 43 femmes provenant de diverses activités de la compagnie ont été nominées aux quatre catégories de prix : „Les métiers n'ont pas de genre”, „Impact dans le business”, „Leadership féminin”, et „Prix d'excellence”.

Ainsi, neuf femmes du Groupe Renault en Roumanie ont été récompensées pour leur talent, leur implication et leur contribution aux résultats de l'entreprise :

Les métiers n'ont pas de genre

Adriana Bălănescu, manager de zone véhicules neufs, Renault Commercial Roumanie
Marieta Deaconu, cariste, Usine Véhicules Dacia
Laura Ungureanu, chef d'équipe Direction Logistique

Impact dans le business

Nicoleta Bucur, chef projet Free Cash Flow, Direction Financière
Elena Lupa, chef département Ingénierie Production Véhicules, Renault Technologie Roumanie
Carine Olteanu, Manager Performance Prestataires Pièces Châssis, Renault Technologie Roumanie

Leadership féminin

Mirabela Grădinaru, chef d'équipe documentation technique, Renault Services Roumanie
Otilia Fantu, chef département Peinture, Usine Véhicules Dacia

Prix d'excellence

Gabriela Botlung, chef département Châssis, Usine Mécanique et Châssis Dacia

L'édition de 2015 a aussi innové par un nouveau prix, associé à une catégorie spéciale, „He for she”. Il a été accordé à un homme, Cristian Tuca, chef département Achats Pièces Châssis, Equipement Extérieurs et Electriques – Direction Achats – qui a soutenu et promu l'activité des femmes. Dans son discours, Nicolas Maure, Directeur général Groupe Renault Roumanie, a précisé que la compagnie avait bien évolué quant à la présence des femmes managers, mais « *il y a des zones où il faut encore travailler : nous avons encore peu de femmes managers en fabrication et ingénierie (16%). J'ai vu ce que peuvent faire les femmes en fabrication véhicules et je suis convaincu que si nous augmentons le pourcentage des femmes chef, à tous les niveaux, nous verrons des résultats en termes de productivité, mais aussi en ce qui concerne les conditions de travail et le dialogue social* ».



GROUPE RENAULT



Le temps, ici

Le précédent dossier de *Regard* s'est penché sur le niveau de vie des Roumains, son évolution, un sujet vaste que nous avons traité sous un angle principalement socio-économique. Une suite s'imposait néanmoins, nous avons voulu creuser davantage.

Mais par quel autre thème allait-on décrypter différemment le niveau de vie des Roumains, ou plutôt leur qualité de vie, au-delà de l'aspect purement économique ? Il y en a plusieurs, mais l'un d'eux s'est imposé : le temps, la gestion du temps, la façon dont il est utilisé, la façon dont il passe et se passe. Le temps, ici.

Certes, la notion de temps est également un sujet très ample. Il a donc fallu la décortiquer : le temps au travail, le temps dans les loisirs, le temps dans les traditions, le temps dans la littérature... Plusieurs spécialistes, sociologues, anthropologues, ont participé à ce nouveau dossier qui, nous l'espérons, complètera le précédent, le mettra en perspective. Même s'il ne sera que partiel, évidemment. L.C.

Liviu Chelcea est professeur à la faculté de sociologie de Bucarest. Il travaille notamment sur les questions de consommation, de rapport au travail et aux loisirs, là où la notion de temps, de gestion du temps est fondamentale.

Prémices...

Regard : Quelles sont les expressions roumaines en lien avec le temps ?

Liviu Chelcea : Elles sont nombreuses... Pour quelqu'un qui ne travaille pas suffisamment, on dit « pierde-vară », qu'il perd l'été. « A munci ca un câine », travailler comme un chien, s'applique pour quelqu'un qui travaille trop, littéralement la même expression qu'en français. Autres expressions : « vorba lungă sărăcia omului », pour ceux qui parlent beaucoup mais ne font rien en définitive. Ou encore « se lungește timpul », quand un interlocuteur s'ennuie et que le temps s'étire.

Quel lien entretiennent les Roumains avec le temps ?

En premier lieu, il faut distinguer le temps cyclique lié au monde rural et à l'ordre immuable de la nature du temps industriel, rationalisé, où l'on passe à des choses précises, quantifiables. Cette adaptation a nécessité un effort énorme en Roumanie. Puis il y a la période communiste et le lien entre le temps et la consommation, et donc la pénurie et le phénomène des queues au magasin, cette attente interminable en espérant que quelque chose vienne.

Cela explique-t-il en partie que les Roumains ne soient pas très patients aujourd'hui ?

L'une de mes connaissances, un professeur américain, l'avait effectivement remarqué lorsqu'il était venu ici. Par exemple, pour monter dans un bus, tout le monde se rue vers l'avant, il n'y a pas de queue. Il disait qu'il n'avait jamais vu ça ailleurs.

Cette attitude renvoie à un aspect intéressant sur la façon dont on travaillait à l'usine. Dans les économies socialistes, il y avait des problèmes de réception des matières premières, et donc des moments creux. Quand elles arrivaient, il fallait rattraper le temps perdu. Au final, rien n'était linéaire ni répétitif comme dans une usine fordiste classique ; soit on perdait son temps, soit le travail devenait très intense. Selon moi, c'est la principale raison de ce comportement toujours impatient qui se retrouve dans la plupart des pays de l'ancien bloc communiste. A ce propos, je voudrais citer le travail du sociologue britannique Michael Burawoy qui a effectué une étude dans une aciérie hongroise. Les périodes de creux ont aussi incité les patrons à déplacer les ouvriers dans d'autres services et à les former à d'autres choses. Ils sont alors devenus multifonctionnels.

Et dans la sphère privée, comme s'organisait le quotidien sous le communisme ?

Une fois à la maison, les gens étaient face à un autre problème d'approvisionnement, celui en nourriture. Les enfants et les personnes âgées étaient envoyés faire la queue. Les gens passaient en outre beaucoup de temps dans les transports, ils faisaient la navette entre la ville et la campagne, même si Ceaușescu a en partie urbanisé le pays de force. Dans les années 1990, il y avait encore des lignes de transport payées par la mairie de Bucarest qui circulaient dans les communes alentours. Les gens ne venaient en ville que pour travailler. Ces lignes ont disparu quand les usines ont fermé.

Les gens avaient-ils vraiment du temps libre à l'époque ?

Oui et non. Ils travaillaient huit heures par jour, six jours par semaine. La population et l'Etat avaient une vision différente du temps de repos légitime. Il fallait travailler durant les fêtes religieuses et participer aux manifestations populaires. Petite parenthèse, on pourrait faire ici le parallèle avec les team building actuels, très à la mode dans les grandes sociétés, ces activités extra-professionnelles où l'on oblige plus ou moins les employés à mieux se connaître, à fraterniser, cela pour le bien de l'entreprise. Mais c'est aussi empiéter sur le temps libre des gens.

Ici comme ailleurs, l'homme moderne travaille-t-il davantage ?

Les choses ont radicalement changé. Il y a désormais une grande diversité en matière de pression d'ordre temporel. Certaines personnes travaillent énormément. A ce propos, des statistiques montrent que la Roumanie est constamment aux premières places en termes d'heures travaillées. C'est le cas d'ailleurs pour tous les pays ex-socialistes. Et cela dit quelque chose sur la manière dont se développent les économies de semi-périphérie ; de façon générale, les gens sont encore dans un processus de négociation avec les patrons, les limites ne sont pas fixées. Ici, on nous a juste appris à travailler, on sait quand on travaille bien ou pas suffisamment, mais c'est tout. La culture du travail est beaucoup moins sophistiquée qu'à l'Ouest et peut donc être beaucoup plus éprouvante, en termes de gestion du temps notamment.



Qu'en est-il pour les jeunes ? Comment leur temps a-t-il évolué ?

La jeunesse est devenue une période qui s'étire car beaucoup ne trouvent pas de travail, ou de façon intermittente. Cela explique certains comportements, ces heures perdues dans la rue à ne rien faire si ce n'est siroter une boisson gazeuse. Mais cela ne concerne pas que les jeunes. Prenez l'exemple des ouvriers du secteur de la construction. Quand ils travaillent, très bien ; sinon, ils ne font rien. Un anthropologue américain, Bruce O'Neill, a récemment enquêté sur Bucarest. Lorsqu'ils n'ont pas de travail, ces hommes errent dans les parcs et deviennent presque comme des clochards. Il s'agit d'une catégorie de personnes qui n'a pas d'horizon de temps structuré, et qui vit dans une sorte de présent perpétuel. On voit ce phénomène aussi dans les villes de petite taille où les usines ont fermé ; là-bas, on a un peu l'impression que c'est tous les jours dimanche, le futur y est très flou. C'est un temps destruc-

turé qui n'a plus de prédictibilité.

D'un autre côté, il y a ce surmenage dont vous parliez...

Oui, il touche surtout le secteur des services. Ici comme ailleurs, cela concerne les personnes très qualifiées, ou pas du tout. Les gens évoluent dans un temps devenu linéaire et entièrement géré. Il faut être productif, c'est tout. C'est l'exemple typique du call center où l'employé doit faire tant d'appels téléphoniques en tant d'heures. Il s'agit là d'un présent continu, très dur à supporter psychologiquement.

Comment l'homme moderne se rapporte-t-il au futur ?

On est là dans le domaine de fantasmes de type « à un moment donné, je vais réaliser tous mes rêves ». Certains se voient planter des légumes à la campagne, ou partir un an en voyage. Or, ils ne le feront jamais. On constate aussi que lorsqu'ils se laissent un peu aller, ils procèdent de

façon très « business » avec des sorties entre amis de 20h30 à 21h30, car après il faut faire autre chose. L'éthique du temps au travail déteint sur leur gestion du temps personnel. De plus, en Roumanie, le code du travail a été modifié pour plus de flexibilité. Souvent les gens sont payés à la journée ou à l'heure, ce qui les pousse à avoir deux ou trois emplois à la fois. Les vies privée et professionnelle se télécopent, on travaille aussi de plus en plus chez soi.

Selon vous, la retraite en Roumanie vient comme un grand soulagement ?

Beaucoup de gens n'ont pas de retraite et voudraient travailler, mais personne ne les emploie. Plus généralement, mon sentiment est que beaucoup dépriment une fois à la retraite. Ils se sentent inutiles et déstructurés dans leur rapport au temps, même s'il y a les petits-enfants...

Propos recueillis par Benjamin Ribout.
Photo : Mihai Barbu

Après un premier aperçu sociologique du rapport au temps (voir l'entretien des pages précédentes), l'anthropologue Vintilă Mihăilescu explique ici comment le temps en Roumanie est d'abord un « temps paysan », et comment la mort n'est pas la fin mais un passage.

PARLER DE LA TEMPORALITE D'UNE société suppose dévoiler son essence même, ce qu'elle a de plus profond et, en même temps, de moins visible ; on improvise souvent et on simplifie toujours. Improvisant donc une réponse inévitablement simplificatrice, on doit commencer par rappeler le fait que la Roumanie est la société paysanne la plus longévive d'Europe (84% de la population était rurale au début du XX^e siècle, le pourcentage le plus élevé en Europe en termes de population rurale et agricole). Il s'agit donc d'un « temps paysan » qui définit toujours, en bonne partie, la société roumaine actuelle – même si le temps des nouvelles générations, surtout urbaines, se distingue de moins en moins de celui des Occidentaux. Tout comme l'espace, ce temps « paysan » est, comme partout dans les sociétés agricoles, un temps qualitatif et non pas quantitatif, avec des « pleins » et des « vides », des moments bons et mauvais, fastes et néfastes, fait de durées et non pas d'histoire, et qui parle d'origines éloignées et non pas de débuts repérables. Par rapport au temps mesuré des Occidentaux, il reste « imprécis ». Pour une civilisation du bois comme la Roumanie, s'y ajoute une plus grande sensibilité « végétale » vis-à-vis de la fragilité du temps, avec ses permanentes morts et renaissances.

En simplifiant toujours, il y a deux grandes coordonnées du temps : celle du travail et celle de la mort. Côté travail, le labourage paysan est

toujours conditionné par la bonne volonté de Dieu, restant ainsi soumis à l'incertitude et à l'imprévu : *on verra !...* est aujourd'hui encore une expression – et attitude – courante des Roumains. Une stratégie à long terme, autre que celle conforme aux cycles répétitifs de la nature et de l'homme, était – et reste encore en bonne partie – une prouesse peu commune. Ce qui désespère souvent les hommes d'affaires occidentaux travaillant en Roumanie. Par ailleurs, le travail paysan est inégal par définition, avec des intensités différentes selon les nécessités : travailler bien, c'est travailler dur, quand et tant qu'il le faut.

« Par rapport au temps mesuré des Occidentaux, le temps en Roumanie reste "imprécis". C'est une civilisation du bois, s'y ajoute une plus grande sensibilité "végétale" vis-à-vis de la fragilité du temps, avec ses permanentes morts et renaissances »

L'organisation du travail se fait donc encore par des sauts d'intensité, en arrivant au but à la dernière minute – donc « quand il faut »... Autre surprise – et motif d'angoisse – pour beaucoup d'Occidentaux. Enfin, l'éthique paysanne du travail est concernée plutôt par *être* que par *avoir*, car elle met en valeur surtout le prestige du « bon laboureur », sa richesse étant limitée par un *suffisamment* qui est en même temps un *assez*. Plus est trop, et était considéré comme la part du Diable. D'où

beaucoup de malentendus dans la « Roumanie profonde » quand il a été question ces derniers temps de « projets de développement local » : la raison et le sens du « plus » étaient perçus plutôt comme don que comme devoir. Ceci étant, les Roumains ont aussi vite appris que plus n'est pas nécessairement trop...

Côté mort, l'Au-delà des Roumains n'est qu'un passage : la mort est « le voyageur blanc », il passe par un nombre indéfini de « douanes » et reste en communication avec ses parents par des rêves. Pour les gens d'Olténie, la grande experte balkanique de la mort, ces relations restent d'une corporalité inouïe : par les rêves, les trépassés continuent de réclamer leurs besoins, des chaussures, un lit, des rasoirs et, bien sûr, leurs plats préférés. En Transylvanie, sous l'influence catholique et protestante, les Roumains, des paysans orthodoxes eux aussi, ont un rapport plus éthéré à la mort : les trépassés ressemblent plus à des âmes immatérielles et leur apparition dans les rêves est plutôt mauvais signe. En tout cas, gare à la mauvaise mort, quand la famille n'accomplit pas entièrement tous les rituels funéraires : le mort peut devenir revenant, ce *moroi* ou *strigoi* réputé en Occident comme vampire ! Bref, on ne rigole pas avec la mort, bien sûr, mais on ne la cache pas non plus. On s'en occupe du temps de son vivant, elle accompagne la vie et, le moment venu, on l'expose en tout sérénité : les convois funéraires avec le cercueil ouvert ont fait frissonner tous les anthropologues occidentaux lors de leur première étude sur le terrain roumain.

Vintilă Mihăilescu

Quel temps libre ?

Les Roumains âgés entre 25 et 64 ans dédient 3h30 de leur temps aux loisirs durant les jours ouvrables, et 5h50 durant les jours de repos*. Médiamétrie, l'Institut français de mesure des audiences audiovisuelles, estime de son côté qu'ils regardent la télévision 5h30 par jour, ce qui en ferait les plus gros consommateurs de télévision d'Europe. « L'occupation du temps libre dépend largement des infrastructures culturelle et sportive disponibles, explique le sociologue Marian Vasile. Dans les villages et les petites villes de Roumanie, il est presque impossible de trouver un cinéma, un théâtre ou des terrains de sport. La seule occupation possible est donc de regarder la télévision ou de sortir avec ses amis. » Du coup, la part du budget de consommation des ménages consacrée aux activités culturelles et de récréation n'est que de 4,1%**. D'après le baromètre de la consommation culturelle 2014, plus de 62% des Roumains disent ne jamais aller au cinéma, et 63% ne jamais aller au théâtre. En plus des difficultés d'accès, les dépenses qu'impliquent les activités culturelles sont souvent difficilement supportables pour un ménage modeste. La pratique d'activités sportives, par contre, est en progression grâce au développement d'infrastructures dédiées. « Le développement du sport en Roumanie est directement lié aux politiques urbaines, complète Marian Vasile. Les terrains de sport se sont multipliés ces derniers temps dans les parcs des grandes villes, et ils sont souvent utilisés. » Jonas Mercier. Photo : Cristi Cimpoeș / Mediafax



* Institut national des statistiques (INS), étude sur l'emploi du temps réalisée entre septembre 2011 et septembre 2012.

** INS, étude sur les revenus et les dépenses des ménages roumains au 4^e trimestre 2014.

L'Assurance Intégrale Santé



La santé n'est pas simple. L'assurance, oui.

- Hospitalisation
- Opérations chirurgicales
- Maternité
- Règlement direct
- Respect inclus

Il vaut mieux laisser les professionnels s'occuper de votre santé.

L'Assurance Intégrale santé - spécialement créée pour ceux qui ont besoin de santé, et non pas de surprises.



REGINA MARIA
RETEAUL PRIVAT DE SĂNĂTATE



Groupama
Asigurări

A L'HEURE BUREAU

La transition démocratique a radicalement changé le rapport à l'activité professionnelle. Aujourd'hui, quel temps les Roumains dédient-ils au travail, et comment le vivent-ils ?



LES ETUDES STATISTIQUES OFFRENT plusieurs perspectives concernant les Roumains et le temps qu'ils dédient au travail. L'Institut national des

statistiques (INS) indique dans ses chiffres les plus récents que les salariés roumains travaillent en moyenne 7h44 par jour, et leurs employeurs

8h01. De son côté, Eurostat, le bureau européen des statistiques, estime que les Roumains sont les plus grands travailleurs de l'Union européenne avec plus de 41h de travail hebdomadaire, soit un peu plus de huit heures par jour. Derrière ces indicateurs, la réalité est complexe. « *Avoir deux emplois, voire trois, reste une pratique très répandue en Roumanie*, explique la sociologue Raluca Popescu. *De plus, temps libre et temps de travail se mélangent souvent. Pendant le week-end, il n'est pas rare que les Roumains rapportent à la maison des tâches qu'ils n'ont pas eu le temps de faire durant leurs heures de travail.* »

Pourtant, près de la moitié de la population active se dit satisfaite de son rythme de travail, et estime ne pas trop travailler, alors que seulement un tiers aimerait plus de temps libre. « *Il faut prendre ces sondages avec précaution car ils font appel à une perception et non pas à des données concrètes. Or les Roumains ont du mal à reconnaître qu'ils travaillent trop*, souligne Raluca Popescu. *En Roumanie, la valeur travail est importante, elle vient juste après celle de la famille, à l'inverse des pays occidentaux où les hobbies relèguent le travail en troisième position.* » Autre aspect qui ne se retrouve pas forcément

dans les enquêtes chiffrées est celle des tâches domestiques. Les Roumains passent en moyenne bien plus de temps à cuisiner, faire le ménage ou à s'occuper de leurs enfants que dans le reste des pays européens. Une situation en grande partie due aux bas salaires qui les empêchent de pouvoir se délasser de ce type d'occupations en faisant appel à des services spécialisés.

« *Sous le communisme, le rapport au travail était bien différent, l'implication et la participation étaient minimales. Tous les moyens étaient bons pour ne pas aller travailler, et il existait un désintérêt prononcé pour la vie organisationnelle ou pour le succès de l'entreprise*, note Mara Stan, experte en ressources humaines. *Aujourd'hui, les bas salaires et le risque plus grand de tomber dans la pauvreté contraignent les Roumains à travailler davantage.* » D'un modèle économique à l'autre, les Roumains ont été obligés de passer d'un extrême à l'autre. L'arrivée des multinationales a notamment signifié un changement majeur dans les habitudes de travail locales.

« *Les Roumains ont du mal à reconnaître qu'ils travaillent trop. Ici, la valeur travail est importante, elle vient juste après celle de la famille, à l'inverse des pays occidentaux où les hobbies relèguent le travail en troisième position*

Dans les années 1990, le nouveau modèle proposé par les compagnies étrangères a soulevé un grand enthousiasme, particulièrement chez les jeunes. Du programme encadré et rigide des entreprises publiques, qui débutait entre 6h et 7h du matin, les Roumains ont eu l'opportunité d'adapter leur temps de travail à leur propre rythme, et surtout de commencer la journée à partir de 8h30, 9h. « *Après la révolution, ceux qui ont*

choisi de travailler pour des multinationales, en particulier les jeunes, étaient extrêmement motivés par les perspectives professionnelles qui s'ouvraient à eux, explique une autre sociologue collaborant pour un grand groupe et qui a préféré garder l'anonymat. *Ce fut une bouffée d'air, et le temps investi au travail était proportionnel à la satisfaction d'apprendre quelque chose de nouveau et d'évoluer dans sa carrière.* »

Aujourd'hui, en dehors du fait que les multinationales font désormais partie du paysage, la crise économique et financière a quelque peu

modifié les politiques managériales. La pression de la rentabilité est plus grande et le risque de licenciement plus important. « *Ici comme à l'Ouest, on a vu apparaître un malaise dans le rang de ceux qui travaillent pour ce genre de sociétés, beaucoup n'ont pas encore réussi à s'adapter à un contexte plus tendu*, précise cette même sociologue. *Le travail est devenu incertain, les heures au bureau s'accumulent, l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle est plus difficile à trouver.* »

Jonas Mercier

Photo : Codrin Prisecaru / Mediafax



En continu

En Roumanie, les magasins sont souvent ouverts jusqu'à 22h, les restaurants ne semblent jamais fermés, les bars ne mettent que rarement leurs clients dehors... La loi impose une durée maximum de travail, certes, mais beaucoup ne la respectent pas. Le travail au noir touche près d'un quart (23%) de la population active, soit 1,45 million de personnes, selon le Conseil fiscal, institution évaluant les politiques macroéconomiques du gouvernement. Le travail le dimanche, même s'il est théoriquement interdit par le Code du travail, est également souvent pratiqué. « *Il existe des dérogations pour les secteurs soumis à certains impératifs de temps. C'est le cas de l'agriculture ou de la construction, où il est quasiment impossible de travailler pendant l'hiver*, explique le directeur de l'association roumaine des entrepreneurs de la construction (ARACO), Adrian Florescu. *Ce qui fait que les ouvriers acceptent généralement de travailler le dimanche au retour de la belle saison pour gagner plus d'argent.* »

Dans le rapport de force qui les oppose au patronat, les syndicats roumains sont par ailleurs particulièrement faibles. Les pressions exercées par les patrons sont souvent décisives dans le choix des salariés. L'ouverture des magasins le dimanche est un phénomène relativement nouveau, mais rapidement entré dans les mœurs. Or le commerce est un secteur où les syndicats sont quasiment absents. Comme dans les autres pays chrétiens, le dimanche est traditionnellement une journée de repos en Roumanie. Une pause hebdomadaire qui est encore respectée dans les campagnes, où s'y soustraire est synonyme de péché. « *Cette tradition tend toutefois à disparaître aussi dans le milieu rural*, souligne le sociologue Mircea Kivu. *Beaucoup de Roumains qui vivent à la campagne travaillent en ville et n'ont que le week-end pour s'occuper des petits travaux d'entretien de leur maison, ou bien du lopin de terre qu'ils cultivent. Dans le milieu urbain, par contre, cette croyance n'a jamais été vraiment importante.* »

Dans le temps...

Les fêtes

Dans le petit village montagneux de Bădeni, aux pieds des Carpates, Paunica et Ion Ștefănescu préparent le mariage de leur fille prévu pour début juin. « Avant, le mariage durait sept jours, mais celui de notre fille ne dépassera pas trois jours. Et c'est déjà un casse-tête. La cérémonie se fera le samedi, pas le dimanche, car ma fille vit à Bucarest et ses invités doivent retourner au travail le lundi », explique Paunica, institutrice à l'école du village. « Le jeudi, on fera une petite fête à la maison avec les mariés et leurs amis proches. Ce sera aussi l'occasion de préparer le sapin que nous décorerons le lendemain », ajoute Ion.

Narcisa Știucă, ethnologue : « De nombreux Roumains qui vivent à l'étranger rentrent au pays lors des moments forts de leur communauté. Ils font leur possible pour prendre ce temps-là. Même si le contenu des célébrations traditionnelles s'est modifié. Dans le village de Vad, par exemple, dans le département de Brașov, "Plugarul" était une fête agraire emblématique. Les habitants l'ont transformée au fil du temps en une sorte de fête foraine, autour de groupes de musique et de mici. Quoi qu'il en soit, c'est un temps pour la famille et les amis qui perdure. »

Marko Ivan Rupnik, artiste et théologien slovène : « En Roumanie, la relation entre le divin et l'humain s'est rompue. Aujourd'hui, pour n'importe quelle fête, l'accent est principalement mis sur l'homme et sa volonté, sur le "maintenant" et le "ici". Il existe des chants et des poèmes magnifiques dédiés à tous les moments importants de notre vie sur terre, mais comme partout, l'homme a choisi de ne retenir que le Happy Birthday. »

Chaque année, début mars, les habitants de la commune de Ciucsângeorgiu, dans le département d'Harghita (centre du pays), fêtent l'arrivée du printemps (Înmormântarea Fărșangului). Photo : Daniela Mezey / Mediafax



La musique

Simion Bogdan-Mihai, doctorant en philologie, concertiste, passionné de musique roumaine de tradition orale : « S'il subsiste des différences entre les régions du pays, de façon générale, le rythme de notre musique de tradition orale est imprécis, il n'est jamais maintenu de façon parfaite. Chaque musicien joue en décalage, mais l'ensemble n'en est pas moins harmonieux. Notre musique traditionnelle exprime un temps profond, à l'opposé d'un présent qui va trop vite. Dans la philosophie paysanne, tout est linéaire : la terre, les saisons, rien ne change, on retrouve cela dans la musique traditionnelle, on a l'impression qu'elle ne va jamais se terminer, toujours sur ce même faux rythme. Elle est synonyme d'évasion, elle permet de se retrouver. C'est une musique de l'homme vrai. » Photo : Valeriu Cătălineanu



Les enterrements

Les rituels liés à la mort sont nombreux et bon nombre de familles n'ont plus la patience de les suivre à la lettre, tant ils durent... Les pompes funèbres proposent alors de prendre le relais, leurs employés suivent d'ailleurs de vraies formations. Selon l'ethnologue Narcisa Știucă, « même si la famille est substituée, les significations restent les mêmes. Il y a deux motivations principales pour la préservation des rituels de la mort : s'assurer qu'elle est irréversible, et faire perdurer au maximum le nom du défunt ». Photo : Octav Ganea / Mediafax



Les métiers traditionnels

La plupart des bergers ne décorent plus leurs sots, leurs fourches, leurs cuillères ou leurs bâtons. Les tapis, les draps faits maison, les costumes populaires traditionnels ne trouvent plus leur place dans les maisons des Roumains, ou seulement pour décorer. Et un nombre toujours plus réduit d'artisans gardent un certain savoir-faire, en prenant le temps... Néanmoins, « l'exode des Roumains a réveillé en eux le besoin d'identité, d'appartenance, et la nostalgie de ce qu'ils ont connu avec leurs grand-mères. Cette envie de préserver la mémoire et un certain mode de vie aide déjà à raviver des traditions et des métiers. Même si dorénavant, c'est plutôt le côté esthétique qui prime », souligne Doina Șfanoni, chercheur et ethnologue au Musée du village de Bucarest. Photo : Cătălin Cădan / Mediafax



Ce qu'ils en font

La moitié des salariés roumains travaillent plus de 40 heures par semaine. Alors quand on les interroge sur le sujet, il n'est pas surprenant que souvent ils se disent débordés. Mais ici comme ailleurs, malgré tout, on sait aussi goûter au temps.

Dragoş Paraipan, 40 ans, agent immobilier

« Ce n'est qu'à partir du moment où j'ai décidé de m'installer à la campagne, dans le petit village transylvain de Cîsnădioara, près de Sibiu, que le temps s'est réellement mis à exister. Bien que ma femme et moi ayons tous les deux nos propres affaires que nous gérons de façon indépendante, la province dilate le temps. Je me plais à lire, à faire du sport, à m'occuper de moi. Mes trois enfants ne perdent pas trop de temps sur les réseaux sociaux comme le font les enfants de nos amis de Bucarest, car ils ont à leur disposition une cour de 3 000 m² à la lisière de la forêt, rien que pour eux. En été, on cherche à louer une villa à l'étranger, au bord de la Méditerranée, et à bien profiter du soleil. A Sibiu, il pleut trop souvent, c'est le seul inconvénient. »

Camelia Vasile, 44 ans, fleuriste

« Je suis plutôt chanceuse, selon moi. J'ai trois enfants, ma propre boutique de fleuriste, et surtout une belle-mère qui m'adore, que vouloir de plus... Bien que ma journée de travail commence à 6 heures du matin et que je sois dans un perpétuel va-et-vient, je garde le tonus qui s'alimente aussi bien de mon optimisme inné que du bonheur de découvrir le monde grâce aux escapades à l'étranger ou dans la nature, ce que je fais régulièrement. Mon mari est passionné de photographie, alors on est souvent sur les routes en quête d'endroits exotiques. Quant aux choses que je n'arrive pas à faire, cela veut tout simplement dire qu'elles n'étaient pas si importantes. »

Niculae Ion, 66 ans, retraité

« Pour un ancien technicien ayant travaillé toute sa vie à l'Institut de physique nucléaire de Măgurele, la retraite, c'est assurément mieux que le travail. Plus d'obligations, plus de délais ni de contraintes. Je passe le plus clair de mon temps dans ma maison de campagne, à m'occuper de ma vigne, de mes légumes et surtout de ma vieille Dacia que je bricole à chaque fois qu'elle tombe en panne, et que je fais parfois tomber en panne juste pour le plaisir de la retaper. Je m'occupe aussi de mes trois petits-enfants, j'aime bien les emmener au parc, à la maternelle, passer du temps avec eux. La retraite, ça me plaît beaucoup. »

Ruxandra Jurcuţ, 40 ans, médecin cardiologue

« Nous sommes un couple de médecins avec deux enfants en bas âge. Du coup, la notion de temps libre n'existe pas vraiment chez nous. Nos week-ends sont toujours à quatre, soit dans un parc, soit à la montagne ou au bord de la mer, soit dans des restaurants ou des librairies. Le temps, je le vole pour pouvoir en profiter, car le travail ne finit vraiment jamais. Il y a des patients qui nous téléphonent à n'importe quel moment de la journée. Parfois, je regrette la liberté de pouvoir disposer de mon propre temps, et surtout la spontanéité d'avant les enfants. Mais il n'y a pas de quoi se plaindre. Surtout qu'avec mon mari, on participe souvent aux mêmes congrès de médecine pour s'évader un peu en amoureux. »

Alina Constantin, 20 ans, étudiante en agronomie

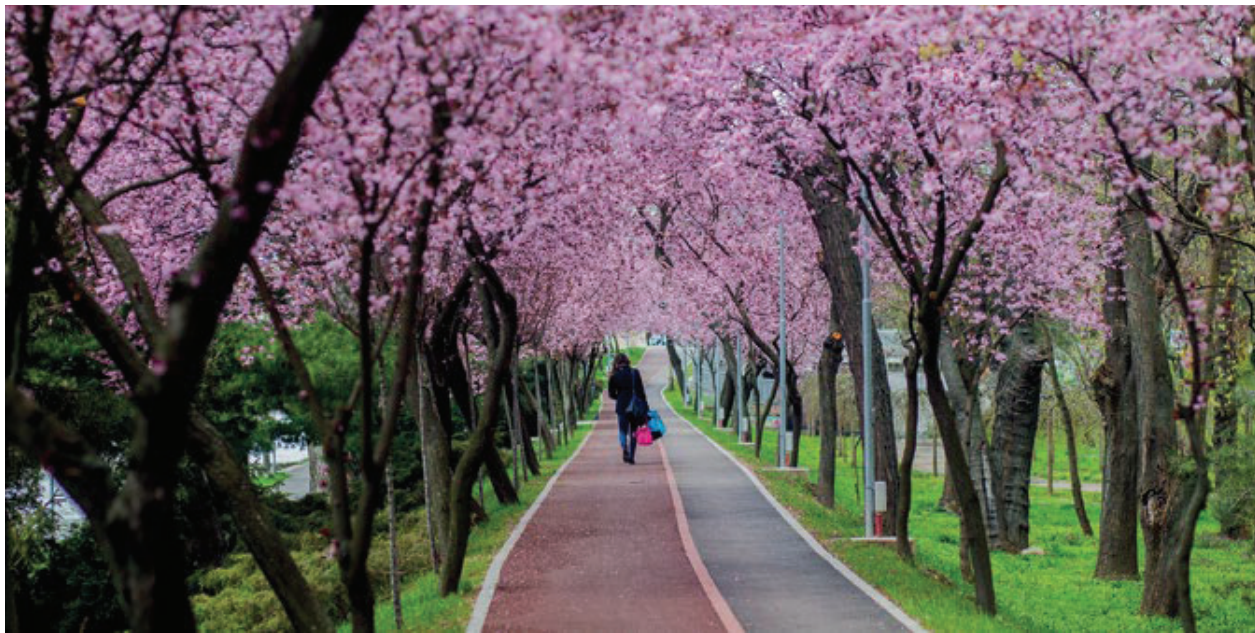
« Du temps libre, j'en ai, mais je manque souvent de ressources pour pouvoir en profiter. J'aimerais bien voyager, visiter la Thaïlande, par exemple. Mais pour l'instant, ce sera à mon père de partir travailler à l'étranger pour aider le reste de la famille. Parallèlement à mes études, j'ai trouvé un travail occasionnel qui m'apporte de temps en temps un peu d'argent. Sinon, je suis contrainte à m'en remettre aux parents et à mon petit ami pour les sorties en ville. A 20 ans, je trouve que ma vie est un peu trop monotone. »



La religion

Antoaneta Olteanu, ethnologue, prof.dr. à l'université de Bucarest : « Il est difficile de dire si la religion orthodoxe a une influence sur les représentations temporelles des Roumains. Toutefois, la mentalité traditionnelle paysanne a été certainement conditionnée par la filière religieuse, notamment pour les fêtes plus ou moins importantes du calendrier orthodoxe adoptées et mélangées à des coutumes anciennes, pré-chrétiennes, ainsi qu'à des images créées selon des interprétations propres de notions que les paysans ne comprenaient pas entièrement. Indifféremment de la sacralité officielle de ces jours de fête, pour le paysan roumain, le temps comporte une charge qualitative essentielle – il est bon ou mauvais, faste ou néfaste. Et il n'y a que des bons ou des mauvais jours. Pendant la semaine, mardi et samedi sont mauvais ; pendant l'année, certaines journées significatives pour les célébrations ou divinités anciennes, comme le 29 novembre, le jeûne de la Saint-Andrei, le jeûne de la Saint-George, etc, impliquent le déclenchement de forces maléfiques. Et il en va de même pour les heures. "Pour le paysan roumain, le calendrier est une division du temps. Aucune heure, aucun jour n'est le même. Il y a des bonnes et mauvaises heures, de bonnes et mauvaises journées. Le calendrier nous livre les choses et la vie." (Ernest Bernea, Spaţiu, timp şi cauzalitate la poporul român – Espace, temps et causalité chez le peuple roumain –, Humanitas, Bucarest, 1997, p. 194). Le rapport permanent à ce temps qui pendule entre le faste et le néfaste est sans doute un aspect spécifique du temps traditionnel roumain. De fait, il s'agit d'une caractéristique des sociétés conservatrices qui vivent encore sous la prédominance des traditions anciennes, et en accord avec la nature. L'ensemble de l'espace balkanique présente des traits similaires, indifféremment des religions. » Photo : Adrian Piclişan / Mediafax

Mihaela Cărbunaru



Bogdan Tatîe, 22 ans, agent commercial

« Je passe le plus clair de mon temps au bureau, même en fin de semaine. Travailler ne me fait pas peur, j'ai aidé mes parents au travail des champs dès mon enfance. Par contre, j'aimerais bien trouver un emploi qui me laisse davantage de week-ends libres, et profiter de loisirs avec ma fiancée. Le samedi ou le dimanche, je n'ai que quelques heures pour sortir dans les parcs, faire du vélo, ou jouer au foot avec des amis. Enfin, j'aimerais bien voyager davantage à travers la Roumanie pour mieux la découvrir, avant de rêver à des destinations plus lointaines. »

Elena Ciobanu, 74 ans, retraitée

« Nous, les vieux, on déteste la solitude. Surtout après une vie très active comme la mienne, car j'ai été professeur de sport et ancienne joueuse professionnelle de handball, volley-ball et football féminin. Mais voilà que maintenant, je reste presque toute la journée dans ma chambre à regarder des feuilletons et à grignoter. Heureusement, j'ai d'anciennes collègues que je rencontre plusieurs fois par an et une petite-fille de trois ans et demie qui me rejoint souvent le soir, on regarde alors ensemble les dessins animés. »

Julien Zidaru, 42 ans, directeur dans une société d'études de marchés

« Je passe une dizaine d'heures par jour au travail et au volant. Alors je rêve déjà d'un emploi qui me laisse suffisamment de temps et de ressources pour m'occu-

per davantage de moi et de ma famille. J'adore voyager, mais je n'arrive à le faire que rarement, quatre fois par an en moyenne et pour quelques jours seulement, bien que les ressources existent. Et puis, faute de temps, je remets souvent à plus tard les choses que j'aimerais bien faire. Des passions, des vraies, je n'en ai pas. Peut-être le vélo, mais je n'ai pas trop de temps à lui consacrer de toute façon. »

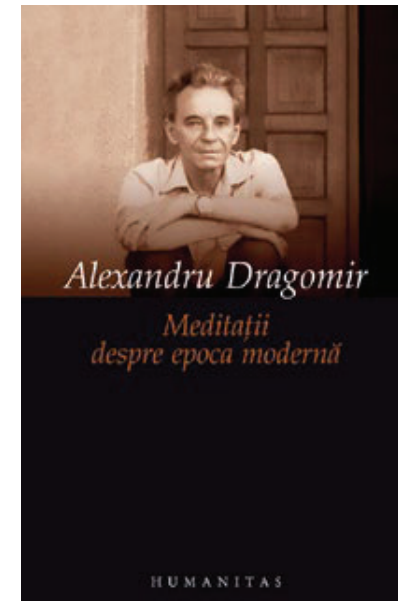
Ileana Adamescu, 38 ans, secrétaire

« Cela fait quatre ans que mon mari est parti travailler à l'étranger. Depuis, je suis pratiquement seule avec mes deux enfants de 9 et 12 ans. Mais cela ne me dérange pas, vraiment. On parle souvent au téléphone, on passe les vacances ensemble ; et puis j'ai toujours du temps pour moi. J'ai décidé de quitter Bucarest il y a quelques années pour élever mes enfants en province, à Buzău, pas très loin de mes parents. J'ai tourné sans regret le dos à la capitale pour débarquer au cœur de cette petite ville, aux pieds des collines, que je traverse en dix minutes seulement et qui m'offre de nombreuses sorties au cœur de la nature. Avec mes enfants, nous sommes membres de l'Organisation nationale des jeunes scouts de Roumanie, et en été, on passe nos fins de semaine à faire des activités dans la nature. Il est vrai que la province s'avère plutôt limitée côté loisirs, mais la capitale est à seulement deux heures de route. »

Propos recueillis par Ioana Lazăr.

Photo : Sebastian Tătaru / Mediafax

AU PASSAGE DES MOTS



DANS SON ROMAN A PARAÎTRE

chez Jacqueline Chambon, Matei Vișniec imagine avec beaucoup d'intelligence et de fantaisie un monde qui s'arrête un jour à 6h37. C'est le moment de la grande Absence, de la grande disparition de tous, à part le narrateur. Il se retrouve absolument seul dans un monde d'objets. Vers la fin du livre, il entreprend de nettoyer la poussière qui finit par recouvrir le monde. C'est le moment où le narrateur, qui jusqu'à présent s'amusait comme un fou à rester tout seul, commence à aller mal : comment un monde arrêté, un monde qui ne joue plus le jeu du temps, qui n'a plus qu'une seule saison, plus de vent, plus de cycle de l'eau peut-il tout de même s'user, se désintégrer, se montrer périssable ? En produisant de la poussière, ce monde fait comme si le temps passait, or il ne passe pas : l'impasse logique produit une angoisse folle chez le personnage de cette fable au cœur du livre *Le marchand de premières phrases*. Dans un des plus célèbres contes roumains, un prince quitte ses parents à l'heure de l'adolescence. Son père, imprudent, lui avait promis « Jeunesse sans vieillesse et vie sans mort » à l'époque où il n'était encore qu'un bébé dans le ventre de sa mère, mais un bébé hurlant qui

posait ses conditions pour venir au monde. Le prince de 15 ans voulait maintenant que cette folle promesse parentale s'accomplisse. Le centre de gravité du conte se trouve dans un monde à part, un monde où le temps n'existe pas. Quand il en sort, c'est par accident, en traversant la Vallée des Larmes d'où il revient avec le dard de la mélancolie et du remord planté dans le cœur. L'éternel jeune homme suspendu dans une négation du temps retourne enfin au royaume de son enfance, mais c'est pour y trouver le personnage de la mort, laquelle plaisante qu'elle était bien sur le point de mourir à son tour, de tant l'attendre. Quelle richesse philosophique dans ce trésor littéraire méconnu en France ! Dans ce conte populaire, « le temps est bivalent, il est mystérieusement à la fois vie et mort : sa racine se cache dans un lien ignoré entre vie et mort. Tout être vivant vit dans un "temps", et c'est à partir de ce temps que le reste des choses, "la mort", se temporalisent »... Ces quelques mots, le philosophe Alexandru Dragomir les a rédigés dans une note du 17 décembre 1980, et il ne commentait pas du tout ce conte à la sagesse impérissable. Et pourtant je vois un lien entre cette expression de l'angoisse populaire pour le temps

qui nous ravi à nous-mêmes sans que nous en ayons conscience, et ce que dit le penseur roumain dont l'œuvre a été récemment découverte : le prince fait l'expérience d'une certaine conscience du temps et le philosophe caché (il a pensé et écrit en solitaire pendant 55 ans, personne ne sachant qu'il élaborait une œuvre) tente d'en résoudre les nombreuses impasses logiques, comme en ce 17 décembre quand il entame sa réflexion du jour ainsi : « Le fait que le temps est "dissimulé" forme un problème quasiment insoluble. » Il a pensé et rédigé son œuvre sur le temps justement à l'écart du temps totalitaire, lequel était à la fois immobilisant (il entravait la liberté) et, dans ses déclarations, furieusement porté vers le progrès forcé. Une contradiction apparente puisqu'il ne s'agit jamais que de tenter, par la pensée, l'art ou la politique, de suspendre un peu l'angoisse du temps qui passe.

Laure Hinckel

LECTURES

Cahiers du temps, d'Alexandru Dragomir, traduit par Romain Otaï, éditions Vrin, 2010. L'œuvre d'Alexandru Dragomir est éditée en roumain chez Humanitas.

Petre Ispirescu, *Basmele românilor*. Les éditions de la Martinière ont publié une version enfantine sous la forme d'un livre de princesses : *Contes des fées et des princesses d'Europe centrale*, traduction, Claudy Leonardi et Adriana Botka ; illustrés par Véronique Sabatier, 2006.

Le marchand de premières phrases, de Matei Vișniec, à paraître chez Jacqueline Chambon.

Les autorités ont déclaré la guerre contre l'évasion fiscale, alors que certains patrons se disent victimes d'une véritable chasse aux sorcières. Analyse de la situation avec l'expert fiscal Gabriel Biriş.

DANS L'EVASIF



Regard : Les autorités semblent avoir d'abord visé les petits commerces pour des irrégularités mineures, alors que d'autres doivent depuis longtemps des fortunes à l'Etat...

Gabriel Biriş : Il est effectivement nécessaire de faire la distinction. Si le pays dans son ensemble est face à un grave problème d'évasion fiscale, il faut différencier la petite boutique du coin n'émettant pas de bon fiscal

de certaines grandes entreprises qui purement et simplement volent la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée, ndlr). Les mesures prises contre les grands comptes qui ne sont pas en règle avec le fisc ne datent cependant pas d'aujourd'hui. L'année dernière, plusieurs réseaux ont été démantelés, certains y réfléchissent désormais à deux fois avant de jouer avec les impôts. Si vous prenez le secteur de la viande par exemple, vous vous apercevez que la production a aug-

menté comme par miracle de 20 à 30% depuis le début de l'année, sans raison apparente. Ceci étant, pour revenir à ce que vous sous-entendez dans votre question, sur ces contrôles de l'Anaf, à mon sens le gouvernement a adopté une mauvaise stratégie. Il a imposé des délais trop courts avec des pénalités trop importantes, de 10 000 à 15 000 lei (2 260 à 3 400 euros environ, ndlr) quelle que soit l'infraction, et la suspension immédiate de

l'activité (telle était la situation au moment de l'entretien réalisé mi-avril, ndlr). Selon moi, il est absolument irresponsable et injustifié de sanctionner un contrevenant par une amende exorbitante, sans rapport avec la gravité des faits. D'autant que par voie de conséquence, ces fermetures portent directement préjudice au budget de l'Etat. Pour qu'une politique publique soit efficace, il faut qu'elle soit acceptable et acceptée.

« *Il est absolument irresponsable et injustifié de sanctionner un contrevenant par une amende exorbitante, sans rapport avec la gravité des faits*

Comment le gouvernement aurait-il dû procéder ?

Dans un premier temps, les responsables gouvernementaux auraient dû discuter avec les grands acteurs du marché, qui ont tout intérêt à ce que l'ensemble des opérateurs émette des bons fiscaux. Je vous donne un exemple. L'un des clients de mon cabinet de conseil, patron d'une grande chaîne de restaurants, me dit qu'en possédant 1% de part de marché, il paie aujourd'hui 20% des impôts correspondant à la facturation totale du secteur de la restauration. Le gouvernement et l'Anaf ont agi sans consulter ce genre de patrons qui souhaitent que l'évasion fiscale soit combattue. Il fallait agir, il n'y a pas de doute là-dessus, et la loi, c'est la loi. Mais pour une différence de 10 lei en plus dans la caisse, une boutique ne peut pas être punie de 10 000 lei et de fermeture, c'est une sanction disproportionnée. Heureusement, d'après ce que j'ai entendu, un nouveau projet de loi devrait modifier ces règlements en introduisant des amendes progressives, et un plafond à 100 lei au-delà duquel les sanctions commencent. Bien que 100 lei soient, selon moi, un plafond trop bas. Il faudrait que les sanctions démarrent

à partir de 300 lei, par exemple (fin avril, une ordonnance d'urgence du gouvernement a effectivement relevé le seuil des sanctions à 300 lei, et avant que l'activité d'une société soit suspendue, un échelonnement d'avertissements et de sanctions a désormais été mis en place, ndlr).

Le chef de l'Anaf, Gelu Ştefan Diaconu, avait annoncé il y a plus d'un an que des mesures drastiques seraient lancées contre l'évasion fiscale, tant la situation était devenue « incontrôlable »...

La situation n'a jamais été sous contrôle quoi qu'il en soit. Il n'y a qu'à voir les scandales de grande évasion fiscale impliquant hauts fonctionnaires, sénateurs ou députés. Ces cas sont symptomatiques d'un système malade. Ceci étant, ces dernières années, il faut aussi reconnaître que les choses se sont améliorées. Cela fait des années que dans les grandes villes du pays, les commerces remettent les bons fiscaux. Si l'évasion doit être éradiquée, je ne suis pas d'accord avec l'idée que la fin justifie les moyens, notamment en ce qui concerne la « petite évasion ». Comme je l'ai dit précédemment, la stratégie gouvernementale comporte des abus évidents auxquels il est urgent de remédier, sans quoi tous ces efforts de lutte contre l'illégalité seront contreproductifs.

« *L'Etat doit continuer de gérer les infrastructures critiques, tout du moins en partie, la santé, l'éducation, la justice, ou même le réseau autoroutier. Je crois en un Etat fort, mais efficace et non surchargé en personnel*

Quels autres remèdes préconisez-vous ?

En premier lieu, réformer la TVA au niveau européen. La législation concernant la TVA est devenue trop compliquée, et difficile à respecter. A

cause de traitements différents pour les achats intra-communautaires par rapport aux acquisitions nationales, les possibilités de fraude se sont démultipliées, avec des intermédiaires achetant à l'étranger sans TVA et revendant dans leur pays avec TVA. Pourquoi n'avons-nous pas la même politique pour les acquisitions intra-communautaires ? Nous faisons bien tous partie d'un marché commun. Il faudrait que le traitement soit exactement le même entre une société de Ruse (Bulgarie, ndlr) et une société de Giurgiu, cela éliminerait complètement la fraude à la TVA. Certes, il faut saluer la baisse récente de la TVA pour l'alimentation, mais vous savez combien l'Etat récolte des 24% actuels de TVA ? Seulement 13%. Le reste est volé.

Une dernière question d'ordre plus politique, ou plus théorique... Etes-vous à faveur d'un système néo-libéral ou plutôt d'un Etat prépondérant ?

Je suis pour un libéralisme ordonné. En Roumanie, je pense que le rôle de l'Etat devrait être réduit. Mais de façon générale, l'Etat doit continuer de gérer les infrastructures critiques, tout du moins en partie, la santé, l'éducation, la justice, ou même le réseau autoroutier. Je crois en un Etat fort, mais efficace et non surchargé en personnel.

Propos recueillis par
Carmen Constantin.
Photo : Mihai Barbu

Coups de règle

Depuis le début de l'année, plus de 3 300 sociétés ont été contrôlées, 2 925 amendes furent distribuées pour un total de 12,5 millions de lei (environ 2,8 millions d'euros), et plus de 8 millions de lei de biens (environ 1,8 millions d'euros) ont été confisqués. 232 sociétés ont été obligées de suspendre leur activité pendant un mois.

Meilleure caisse

Les revenus du budget de l'Etat au premier trimestre 2015 ont été supérieurs de 3 à 3,5 milliards de lei (entre 680 et 790 millions d'euros – le chiffre définitif n'était pas connu au bouclage de ce numéro) par rapport aux prévisions, a déclaré le 6 avril dernier le Premier ministre Victor Ponta. Selon le chef du gouvernement, grâce à une lutte plus efficace contre l'évasion fiscale, le taux de collecte des impôts sur l'ensemble des trois premiers mois a été de 7% supérieur aux prévi-



sions, et de 17% supérieur sur le seul mois de mars. A son tour, l'Agence nationale d'administration fiscale (Anaf) a annoncé le 15 avril que les revenus obtenus à l'étranger en 2013 par les Roumains les plus fortunés – et déclarés en 2014 – ont atteint jusqu'à 144 millions de lei (environ 32,5 millions d'euros) par rapport à seulement 18 millions de lei (environ 4 millions d'euros) déclarés en 2013. L'Anaf affirme que cette croissance est notamment le résultat de la campagne de vérification des revenus des 400 personnes inscrites sur la liste des grandes fortunes PFAM (« Persoanele fizice cu averi mari »). Răsvan Roceanu. Photo : Octav Ganea / Mediafax

Badge de la Direction générale anti-fraude fiscale.

BIEN CONDUIT ?



La Bulgarie, la Grèce et la Roumanie ont signé le 22 avril dernier un accord afin d'interconnecter leurs conduites de gaz naturel. Le but : réduire la dépendance vis-à-vis du gaz russe, importante notamment pour la Bulgarie et la Grèce. Selon le ministère de l'Energie bulgare, ce corridor dénommé « Aegean Baltic Corridor » pourrait être opérationnel à partir de 2018. La Roumanie, qui produit elle-même plus de 70% du gaz dont elle a besoin (environ 18 milliards de m³ par an), avait déjà signé un accord bilatéral avec la Bulgarie il y a trois ans prévoyant un conduit traversant le Danube, entre Giurgiu et Ruse. Les travaux n'ont toutefois pas encore commencé. Carmen Constantin. Photo : Liviu Chirica / Mediafax

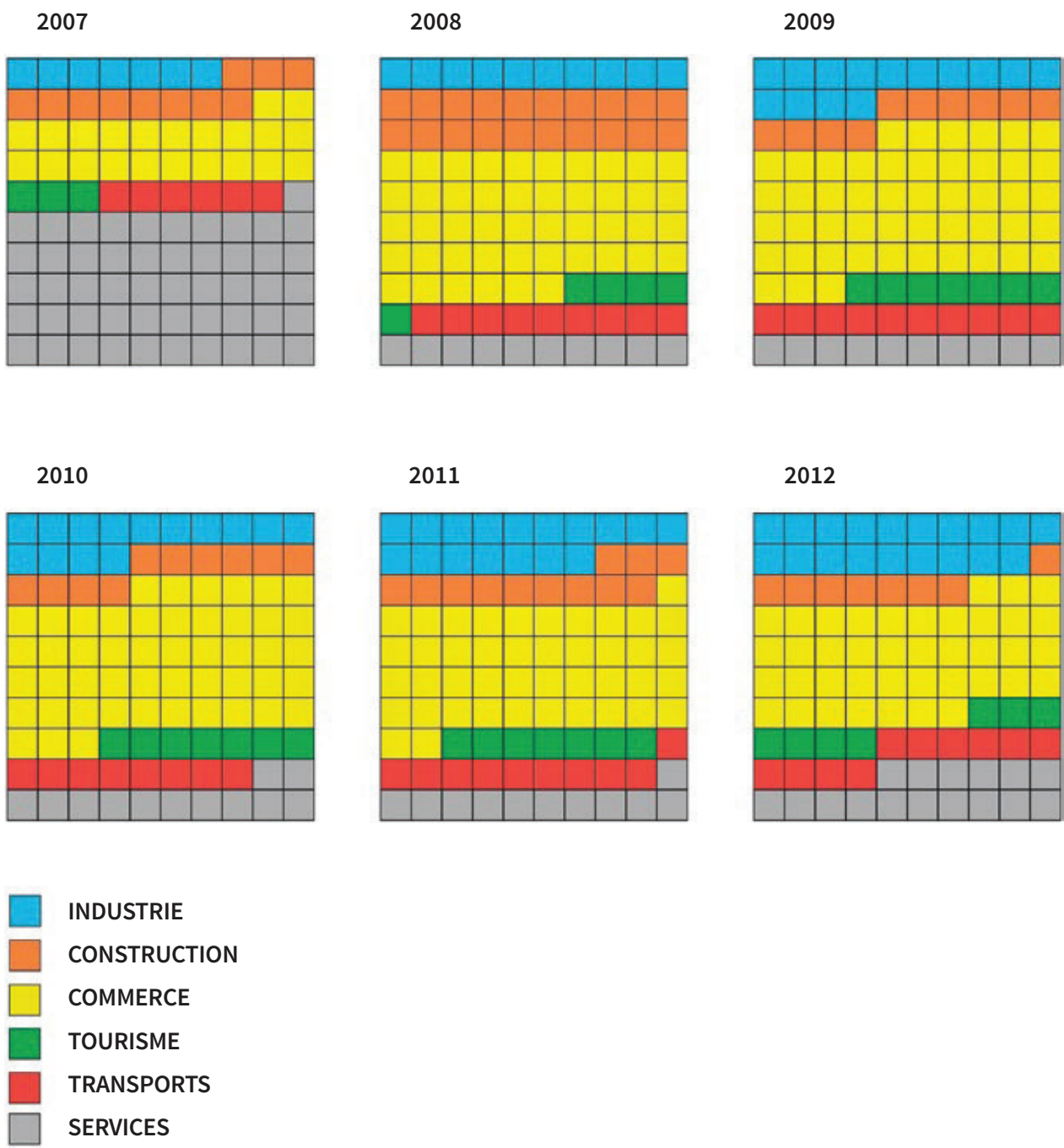
Ne change pas encore

L'entrée de la Roumanie au sein de la zone Euro sera certainement de nouveau reportée jusqu'en 2022. Le gouverneur de la banque centrale roumaine, Mugur Isărescu, considère que l'économie du pays a encore besoin d'environ sept ans, mais aussi d'un engagement politique fort de l'ensemble des partis. Sur le papier, la Roumanie répond à tous les critères : inflation, taux de change, taux d'intérêt, déficit budgétaire et dette publique, tout est au vert. Le problème vient du niveau de vie, encore trop bas. Le Produit intérieur brut ainsi que le salaire moyen n'atteignent que 50% de la moyenne européenne – respectivement 13 500 euros par an et par habitant en 2013, et 2 415 lei (environ 548 euros) en 2015. « Il n'est pas concevable de se sentir bien dans un club de pays riches sans un certain niveau de développement. Si Bucarest peut déjà être dans la zone Euro, il faut que le reste du pays suive aussi », soutient le gouverneur. De son côté, l'économiste en chef de la banque centrale roumaine, Valentin Lazea, estime que « si la croissance se maintient à un taux annuel de 2% supérieur aux autres pays de l'UE, ce qui est faisable, et que le train ne déraile pas, on peut prévoir d'intégrer la zone Euro dans sept ans ». Néanmoins, les autorités préfèrent officiellement avancer l'échéance 2019... Pour rappel, avant la crise de 2007-2008, la Roumanie pensait pouvoir adhérer à la zone Euro en 2015. Carmen Constantin. Photo : Vlad Stan / Mediafax



NOUVELLE STRUCTURE

En mars, 17 500 sociétés ont été radiées de l'Office national du registre du commerce, dont 6 000 dans le secteur du commerce. Avant la crise, qui a débuté en Roumanie en 2008, le domaine des services était prépondérant parmi les jeunes entreprises. Après, la structure des secteurs d'activité changea de façon radicale. Le commerce a rapidement pris le dessus, les transports ont gagné du terrain tout comme l'industrie, alors que les services connaissaient une forte compression. Les graphiques montrent également une diminution des sociétés de construction après le boom du début des années 2000. Texte et graphiques : Dan Popa. Source : Institut national des statistiques.



L'impact *TVA*

A partir du 1er juin, la réduction de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 15 points – jusqu’à 9% – pour tous les produits alimentaires de base (viande, légumes, lait et produits laitiers, boissons non alcoolisées, etc.) permettra à une famille roumaine moyenne d’économiser 87 lei par mois sur son budget alimentation, estime le quotidien *Jurnalul National* dans son édition en ligne du 8 avril dernier. La publication cite l'analyste Dragoş Cabat qui ajoute néanmoins que les prix au



détail baisseront de 5 à 10% tout au plus, car les producteurs et commerçants voudront profiter eux aussi de cette baisse de la TVA. Le président de l'Association des grands réseaux de commerce de Roumanie (AMRCR), Dan Şucu, va plus loin et affirme que cette réduction sera de façon générale transférée en totalité dans les prix des produits vendus (*Ziarul Financiar* (ZF), 9 avril). De son côté, le président du Conseil fiscal Ionuţ Dumitru est d'avis, toujours pour ZF, que la baisse de la TVA n’aboutira pas automatiquement à une diminution de l’évasion fiscale, comme l’espère le gouvernement. Răsvan Roceanu. Photo : Andreea Alexandru / Mediafax

Le 1er septembre 2013, les produits de boulangerie ont été les premiers à connaître une baisse de la TVA jusqu’à 9%.

Depuis plus de 15 ans, ACVATOT apporte l'expérience, les compétences et l'esprit entrepreneurial d'un groupe international, depuis la conception jusqu'à la réalisation de projets complexes d'infrastructures. Chaque année, des dizaines de chantiers de réseaux d'eau, d'assainissement, de gaz ou de génie civil sont entrepris sur toute la Roumanie avec le même souci de qualité, de respect des engagements et d'innovation qui caractérise nos projets.

Souhaitant s'impliquer de manière active dans la vie de la communauté, ACVATOT a donné naissance à la **Fondation Acvatot** qui développe des projets dans la sphère sociale et la protection de l'environnement. Dans un même esprit de développement durable, notre centre de formation **ACVASCHOOL** forme nos collaborateurs à toutes nos techniques, ainsi qu'aux bonnes pratiques en matière de sécurité.

Contact:
9-9A, Boulevard Dimitrie Pompeiu, Bâtiment no. 14, Iride Business Park, Bucarest
Tel: +40 212 520 860 • Fax: +40 212 520 934 • contact@acvatot.ro
www.acvatot.com

La chronique

DE DAN POPA

MAUVAIS SOUS

En vue de réduire l'évasion fiscale, le gouvernement vient de promulguer une loi limitant les paiements en liquide : les transactions en liquide entre deux personnes physiques ne pourront désormais dépasser 50 000 lei (environ 11 330 euros). Au-delà, elles devront être effectuées par virement bancaire ou par carte. Et pour les personnes morales encaissant un bien ou un service de la part d'une personne physique, la limite est dorénavant de 10 000 lei en liquide par personne et par jour. Inversement, une personne physique ne pourra recevoir que 10 000 lei en liquide par jour d'une

personne morale. Si ce type de mesure a été pris depuis plusieurs années dans plusieurs pays européens, ici cela signifie, encore et toujours, mettre la charrue avant les bœufs. Voici pourquoi...

La Roumanie présente un taux de bancarisation – individus ayant un compte en banque – de seulement 55% (en Europe de l'Ouest, il est d'environ 80%). Dans le milieu rural, ce taux ne dépasse pas 32%, c'est-à-dire qu'un habitant sur trois vivant au sein d'une commune ou d'un village n'a aucune relation avec un établissement bancaire. Ce qui veut dire qu'afin d'effectuer une transaction dépassant 11 330 euros, un habitant sur trois devra obligatoirement ouvrir un compte en banque – ce qui compliquera terriblement les choses, dans un premier temps en tout cas, les succursales bancaires n'étant pas à tous les coins de rue dans les villages. Quant à la banque en ligne,

il s'agit d'un concept encore lointain pour une bonne partie de la population.

Mugur Isărescu, le gouverneur de la banque centrale de Roumanie (BNR), s'est même montré sceptique vis-à-vis de cette limitation pour les paiements en liquide. « *Cela me fait penser au dicton "Le chemin vers l'enfer est pavé de bonnes intentions"* », a-t-il récemment ironisé. Il craint que les initiateurs de la nouvelle loi ne se rendent pas suffisamment compte de la bureaucratie que celle-ci implique. Et d'ajouter : « *Je ne connais aucun pays au monde où il n'y a pas de paiements en liquide. (...) La nouvelle loi compte même pénaliser ce type de transactions, mais je voudrais bien savoir comment ils réussiront à persuader un vieux paysan voulant vendre 2 000 m² de terrain d'aller dans une banque et de se plier à toutes les procédures.* »

Ceci étant, d'autres ont tout à gagner de cette nouvelle loi. Les banques en premier lieu, car davantage de transactions signifient plus de commissions. Les autorités fiscales ensuite, qui encaisseront plus d'argent grâce à un volume plus important d'opérations imposables. A noter que ce genre de mesure est plutôt courant dans les pays très touchés par l'évasion fiscale. Jusqu'en 2011, l'Italie limitait les transactions en liquide à 1 000 euros – là-bas, l'évasion est estimée à quelque 120 milliards d'euros par an. Idem en Espagne où, à partir d'octobre 2012, un acte normatif a interdit les transactions en argent liquide à 2 500 euros. Car l'économie souterraine espagnole s'élève à 245 milliards d'euros, soit 23% du Produit intérieur brut.

A l'autre extrême se trouvent des pays comme la Norvège, où seuls 5% des transactions se font en liquide – mais le taux de bancarisation dépasse 90%...

En conclusion, si le gouvernement roumain veut stopper les paiements informels, il faudrait mieux qu'il s'attaque d'abord aux causes plutôt qu'aux conséquences. A partir du 9 mai, quand la loi entrera en vigueur, ses effets secondaires pourraient bien annihiler ses aspects théoriquement positifs.

Photo : Luiza Puiu / Mediafax

**ARMEZ-VOUS
FACE AUX ALÉAS CLIMATIQUES**

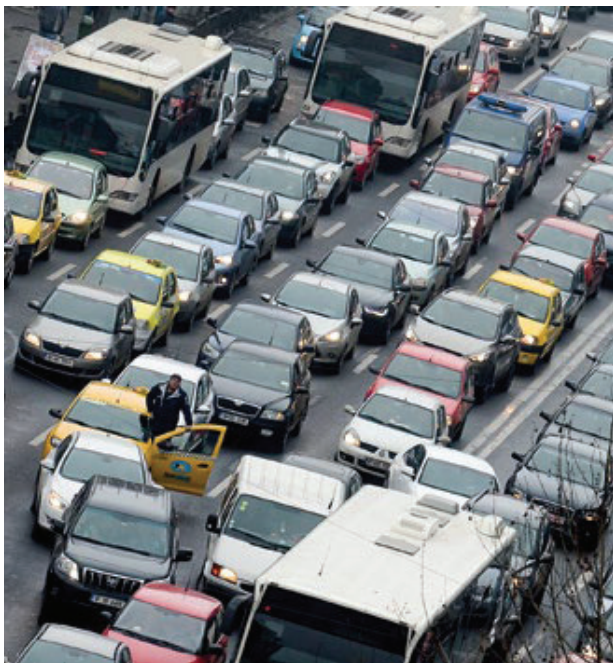
**LE NOUVEAU PNEU MICHELIN CrossClimate,
UNE INNOVATION MICHELIN SANS PRÉCÉDENT.
DEMANDEZ MAINTENANT À VOTRE REVENDEUR.**

MICHELIN
Une meilleure façon d'avancer

Information valable à la date de publication. Michelin 855 200 507 RCS CLERMONT-FERRAND - Integer - 03/2015. © Getty Images - iStock

Plein écran

Le gouvernement a approuvé le 7 avril dernier une stratégie nationale pour l'avenir numérique du pays (« Strategia națională privind agenda digitală pentru România – 2020 »), dont la mise en œuvre devrait entraîner des investissements totalisant 3,9 milliards d'euros, selon les premières estimations des autorités publiées par le site cronicaeuropeana.ro. Les objectifs sont ambitieux : en 2020, au moins 30% des Roumains devraient faire leurs achats en ligne, contre seulement 1% en 2013 ; et 60% devraient utiliser Internet de façon régulière – au moins une fois par semaine –, par rapport à 45% en 2013. De plus, le pourcentage de ceux qui n'ont jamais utilisé Internet devrait baisser jusqu'à 25%, contre 42%, toujours en 2013. Enfin, dans cinq ans, il faudra que l'accès à Internet à haut débit couvre au moins 80% du territoire national. Selon les autorités, si ces objectifs sont atteints, la croissance atteindra 13% du PIB par rapport à 2015, le nombre d'emplois augmentera de 11%, toujours par rapport à 2015, et les coûts de l'administration publique baisseront de 12% d'ici à 2020. Răsvan Roceanu. Photo : Andreea Alexandru / Mediafax



TOUT ROULE

Le marché automobile autochtone poursuit sa croissance avec une augmentation de 16,8% des ventes de voitures neuves sur les trois premiers mois de l'année par rapport au premier trimestre 2014, selon les chiffres publiés mi-avril par l'Association des producteurs et importateurs d'automobiles (APIA). Dacia conserve sa position de leader avec 34,9% de parts de marché, suivi par Skoda (9,7%), Volkswagen (9%), Ford (7,5%), et Renault (6,2%). La Logan de Dacia est le modèle préféré (12% des ventes), suivie du Duster de Dacia (7,4%), de la Sandero (Dacia) et de la Skoda Octavia. Ceci étant, toujours selon l'APIA, le nombre de voitures d'occasion importées continue lui aussi de croître fortement – sur le premier trimestre, le rapport entre les voitures neuves et les voitures d'occasion a été d'environ 1 à 4. Quant aux exportations, l'augmentation a également été conséquente : + 2,1% par rapport au premier trimestre 2014. Le modèle le plus vendu à l'étranger a été le Duster de Dacia (40 600 unités), suivi de la Logan de Dacia (18 900 unités), et de la Ford B-Max (16 200 unités). Răsvan Roceanu. Photo : Octav Ganea / Mediafax

Coups de pelle

Sur l'ensemble des deux premiers mois de l'année, les constructions de bâtiment ont augmenté de 14,7% par rapport à la même période en 2014, a annoncé mi-avril l'Institut national des statistiques (INS). L'INS précise que les travaux pour les constructions neuves ont notamment connu une hausse de 20,7%. Les constructions de bâtiments non résidentiels et résidentiels ont respectivement cru de 31,9% et 13,8%, toujours par rapport à janvier-février 2014. A noter néanmoins que les travaux pour les ouvrages d'infrastructures ont de leur côté baissé de 1,3%. Răsvan Roceanu.

Photo : Andreea Alexandru / Mediafax



FUSIONS ET ACQUISITIONS
DROIT DE LA CONCURRENCE
DROIT IMMOBILIER
MARCHÉS PUBLICS & PPP
DROIT COMMERCIAL & SOCIÉTAIRE
DROIT FISCAL
DROIT SOCIAL
DROIT DE L'ÉNERGIE
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
DROIT EUROPÉEN
LITIGES ET ARBITRAGES



GRUIA DUFAUT
AVOCATS - PARIS & BUCAREST

www.gruiadufaut.com

24 ANS D'EXPÉRIENCE
EN ROUMANIE

NOTRE SAVOIR-FAIRE EST
DE PROTÉGER VOTRE
INVESTISSEMENT EN ROUMANIE !



Dana GRUIA DUFAUT
Avocat Associé

Tél. +40 (21) 305 57 57
Adresse Bd. Hristo Botev nr. 28, sect. 3
030237 Bucarest
E-mail bucarest@gruiadufaut.com



BIEN encaissé ?

La Roumanie s'apprête à alléger la fiscalité afin de stimuler la croissance, une mesure saluée par le patronat et les consommateurs. Plus prudents, les analystes mettent en garde contre le risque d'une explosion du déficit public, avec des conséquences négatives à long terme pour la stabilité du pays.

« **JE SUIS SATISFAIT QU'APRES AVOIR travaillé durement pendant trois ans, nous avons atteint un objectif important** », a lancé début avril le Premier ministre Victor Ponta en annonçant la décision d'appliquer dès le 1er juin une baisse de 15 points de la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée) sur les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, mesure phare du nouveau projet de code fiscal. S'élevant à 24%, sauf pour les médicaments et les produits de boulangerie où elle a déjà été abaissée à 9%, la TVA est aujourd'hui en Roumanie l'une des plus élevées de l'Union européenne.

Or, selon le gouvernement, ce taux freine la consommation et pèse sur le potentiel de croissance du pays. Le nouveau code fiscal, qui doit encore être approuvé par le Parlement, prévoit en outre une baisse de 4 points de la TVA – de 24% à 20% – à partir de janvier 2016, et à 18% en janvier 2018 pour les produits non alimentaires et les services. Pour la seule année 2016, cet allègement fiscal devrait générer une croissance supplémentaire de 1%, et se traduire par la création de 145 000 nouveaux emplois, d'après le gouvernement.

Des résultats qui devraient se reproduire les années suivantes, mais de façon plus progressive. L'embellie

promise n'est toutefois pas sans coûts : la baisse de la TVA entraînera un manque à gagner de 11,6 milliards de lei (environ 2,6 milliards d'euros) pour le budget de l'Etat l'année prochaine. Mais selon les calculs du ministère des Finances, plus de la moitié de ce déficit sera compensée par des recettes supplémentaires provenant notamment d'une hausse de la consommation.

« **La réduction de la TVA sur les produits alimentaires va certes aider les catégories les plus défavorisées. Mais en l'absence d'une amélioration substantielle de la collecte des taxes, le déficit budgétaire ne pourra être compensé que par la hausse d'autres taxes et impôts**

« Les coûts liés à la réduction de la TVA pour les produits alimentaires s'élèvent à 5 milliards de lei par an, c'est une mesure parfaitement faisable », a assuré Victor Ponta. Selon lui, les Roumains dépensent 32% de leurs revenus mensuels pour acheter des produits alimentaires, le taux le plus élevé parmi les 28 membres de l'UE. Une baisse de la TVA encouragera la consommation tout en limitant les dépenses, une opinion partagée par le patronat du

secteur agroalimentaire. « *Le marché noir des produits alimentaires en sera anéanti* », s'est récemment félicité Sorin Minea, président de l'association des patrons du secteur Romalimenta, assurant que « *du jour au lendemain, les prix baisseront de 15%* ».

Des chiffres de l'Institut des statistiques montrent qu'un foyer dépense en moyenne 718 lei par mois (environ 163 euros) pour les denrées alimentaires. Si l'ensemble des commerçants réduisent la TVA de 15 points, ces dépenses mensuelles devraient baisser à 631 lei. Pour l'analyste Marin Pana, le tableau n'est cependant pas aussi positif : « *La réduction de la TVA sur les produits alimentaires va certes aider les catégories les plus défavorisées. Mais en l'absence d'une amélioration substantielle de la collecte des taxes, le déficit budgétaire ne pourra être compensé que par la hausse d'autres taxes et impôts.* »

Victor Ponta préfère lui indiquer que le budget de l'Etat a enregistré un surplus de 3,3 milliards de lei au cours des trois premiers mois de l'année par rapport aux prévisions,

grâce notamment à une meilleure performance du fisc, ce qui permettra de couvrir le manque à gagner. De son côté, Ioana Petrescu, ancienne ministre des Finances et actuelle conseillère du Premier ministre, met en avant les résultats encourageants de la réduction de 24% à 9% de la TVA pour le pain et les produits de boulangerie mise en place en septembre 2013 : les prix ont baissé en moyenne de 10% et l'évasion fiscale dans le secteur a été réduite de 20%.

Quoi qu'il en soit, les arguments du gouvernement ne convainquent pas Bruxelles. « *Nous sommes inquiets de l'impact budgétaire que ces mesures vont provoquer* », a déclaré début avril à Bucarest le commissaire européen pour l'euro et les politiques sociales Valdis Dombrovskis. Selon lui, la Roumanie n'a pas consulté la Commission européenne avant de lancer à l'eau le nouveau projet de code fiscal. « *Généralement, nous nous attendons à ce que de telles modifications aient lieu dans le cadre de la procédure budgétaire annuelle* », et non pas en milieu d'année, a-t-il insisté.

Même prudence de la part du Fonds monétaire international. La chef de mission pour la Roumanie, Andrea Schaechter, appelle à « *reconsidérer* » l'allègement prévu. « *Il est prématuré de prendre une décision sur la base des résultats enregistrés sur deux mois seulement. Il faudra du temps pour que les mesures visant à équilibrer ces baisses de taxes produisent leurs effets* », a-t-elle indiqué.

Les pourboires touchés

En quête de recettes, le gouvernement est en passe de provoquer une petite révolution dans la restauration et les services. Un décret d'urgence entré en vigueur le 1er mai prévoit l'obligation pour les contribuables, personnes physiques ou morales, de déclarer les pourboires. Selon ce texte, si les sociétés concernées ne distribuent pas les pourboires aux employés, elles devront les déclarer comme « *benefices* », ce qui entraînera leur taxation à hauteur de 16%. Si les pourboires reviennent aux employés (serveurs ou autres), il appartiendra alors à ces derniers de les déclarer. Taxer les pourboires est déjà la règle dans de nombreux pays, mais la Roumanie franchit un pas de plus en contraignant les restaurants à remettre aux clients un reçu à part pour le bakshish. « *Cette mesure est sans précédent en Europe* », s'est insurgé le député européen libéral Cristian Buşoi. Nombre de restaurateurs ont pour leur part jugé cette décision « *ridicule* ». En France et ailleurs, des polémiques ont plutôt visé ces dernières années la question du partage des pourboires et leur montant, qui varie entre 15% et 20%. Aux Etats-Unis, où la plupart des serveurs ne perçoivent pas de salaire fixe, le pourboire représente leur principal revenu.

Le Conseil fiscal critique lui aussi le projet du gouvernement, soulignant le risque que ce texte « *engendre de grands écarts, à long terme, par rapport aux cibles budgétaires* » assumées par Bucarest. Le président du Conseil, Ionuţ Dumitru, estime que le déficit structurel pourrait atteindre 5,5% du PIB en 2019, un taux supérieur aux 3% prévus dans le Pacte de stabilité signé par les pays de l'UE. Un dépassement du déficit de 3% pourrait en outre faire dérailler le projet de Bucarest de rejoindre la zone euro en 2019, cette contrainte figurant parmi les critères de Maastricht pour les pays souhaitant adopter la monnaie unique.

« *Trop de hâte nuit* », avertit également l'économiste Daniel Dăianu, selon qui le gouvernement devrait attendre mi-2015 pour s'assurer que la tendance à la hausse des recettes publiques se maintient. En outre, ajoute-t-il, « *un dilemme persiste : faut-il profiter des recettes supplémentaires pour réduire les taxes et les impôts ou pour allouer davantage de fonds à des secteurs clés comme la santé et l'éducation ?* ».

Mihaela Rodina
Photo : Dragoş Savu / Mediafax

Enfin ensemble

D'après le service de presse du gouvernement bulgare, la Roumanie et la Bulgarie envisagent d’ouvrir un bureau commun de tourisme en Chine – communiqué repris le 15 avril dernier par l'agence Chine nouvelle. Selon un protocole d’intention bilatéral approuvé par le gouvernement bulgare, Bucarest et Sofia ont un objectif commun : attirer davantage de touristes en provenance des pays non-UE, et notamment de Chine. Citant le communiqué du gouvernement bulgare, l'agence chinoise précise que pour pénétrer les marchés asiatiques, la Roumanie et la Bulgarie devraient développer des itinéraires touristiques culturels, comme par exemple « La route des empereurs romains ». Răsvan Roceanu. Photo : Mihai Barbu



Depuis l'église fortifiée de Viscri, au centre de la Roumanie.

Lancement du Livre Blanc de la Compétitivité

La Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture Française en Roumanie (CCIFER) et la Section Roumaine des Conseillers du Commerce Extérieur de la France (CCEF) ont lancé, le 7 mai dernier, un Livre Blanc de la Compétitivité. Au sein de ce Livre Blanc, huit domaines prioritaires ont été identifiés : la formation, l'innovation, le marché du travail, les

infrastructures, l'énergie, l'agriculture, le marché financier et le tourisme. « *Auparavant, le niveau réduit des coûts de production représentaient l'un des principaux atouts de la Roumanie pour les investisseurs étrangers. Aujourd'hui, le pays est à un stade de son développement où il se doit de transformer son économie afin qu'elle devienne compétitive sur le plan international, et non plus seulement bon marché. Ce n'est qu'à cette condition que des projets à long terme se mettront en place, que la création d'emploi sera solide, et que les salaires augmenteront. Une condition qui vaut autant pour les entreprises autochtones que celles à capitaux étrangers, qui toutes désirent un développement à long terme* », a notamment déclaré Eric Faidy, président de la CCIFER, lors du lancement du Livre Blanc. Les experts de la CCIFER ont également indiqué qu'ils mettaient leur expérience au service des autorités roumaines afin de mener à bien les grandes lignes de la stratégie de développement proposée. A noter que la CCIFER réunit aujourd'hui environ 500 entreprises, aux capitaux français et roumains, soit au total 15% du PIB de la Roumanie et 125 000 emplois. Source : CCIFER.



COMMUNIQUÉ



LA FONDATION ORANGE VIENT D'ANNONCER LES NOUVEAUX GAGNANTS DU CONCOURS „LE MONDE À TRAVERS LES COULEURS ET LE SON”, EDITION 2015

Récemment, la Fondation Orange a annoncé les gagnants de l'édition de cette année du programme de financement „Le monde à travers les couleurs et le son” dédié aux projets d'éducation, de culture ou de santé, réalisés au bénéfice des personnes souffrant de déficiences visuelle et/ou auditive.

Dans le cadre de ce concours, 75 projets ont été présentés, parmi lesquels 7 sont ressortis gagnants et ont reçu des financements allant jusqu'à 50.000 euros. La somme totale accordée à ces 7 projets atteint 311.138 euros, budget alloué pour la période mai 2015 - juin 2016. Les gagnants ont été annoncés lors d'un événement qui a eu lieu le 23 avril dernier à la Bibliothèque Nationale de Roumanie (Bucarest), en la présence de Brigitte Audy, Secrétaire générale de la Fondation du Groupe Orange.

Tout au long de la période de mise en place des projets, une équipe de la Fondation Orange effectuera des visites d'observation, et les ONG devront transmettre à la Fondation divers rapports



Brigitte Audy, Secrétaire générale de la Fondation du Groupe Orange.

intermédiaires qui incluront des informations sur : les activités développées, les résultats obtenus, le nombre de bénéficiaires, les apparitions dans les médias, avec d'éventuelles photos sur les projets.

PROJETS GAGNANTS :

- Association Audiosofia – „Diagnostiquer les affections auditives” – mise en place de deux nouveaux centres d'audiologie afin de prévenir et de réduire l'hypo-hyperacousie chez les enfants.
- Bibliothèque Nationale de Roumanie – „Le son des pages” – création de la plus grande bibliothèque numérique de Roumanie pour les personnes souffrant de déficience visuelle.
- Sense International (Roumanie) – „Sens pour la vie” – une chance pour les jeunes souffrant de surdicécité en Roumanie – services pour les jeunes souffrant de surdicécité (déficiences visuelle et auditive).
- Ecole spéciale pour les personnes souffrant de surdité „Sfânta Maria” – „Signe-Mot-Image” – Plateforme en ligne avec fichiers d'évaluation pour les enfants souffrant de déficience auditive.
- Association Nationale des Interprètes Autorisés en langue des signes – „Accès à l'information pour les personnes souffrant de déficience auditive” – Développement des sites www.ailg.ro (informations utiles pour les personnes souffrant de déficience auditive) et www.dlmg.ro (dictionnaire vidéo en langue des signes).
- Association „Ascultă Viața” – „Ecoute la vie” – amélioration du processus de réhabilitation des enfants souffrant d'hypo-hyperacousie, avec possibilité d'implant cochléaire, pour qu'ils puissent s'intégrer au sein des institutions d'enseignement classiques.
- Lions Club Arad – „BatPro – Ordinateur pour les non-voyants” – développement d'applications informatiques pour les personnes souffrant de déficience visuelle.

Retrouver les THRACES

Le musée du Louvre expose jusqu'au 20 juillet les plus beaux trésors de prestigieux ancêtres : les Thraces, une civilisation qui surgit dans le sud-est de l'Europe à la fin du IIème millénaire av. J.-C. Son histoire riche et complexe reste méconnue. L'exposition parisienne présente notamment les célèbres rois de la Thrace légendaire cités par Homère (Rhésos, Térée, Diomède...). Les musées de Sofia et de la vallée des Rois ont prêté une partie de leurs collections au Louvre, et ont aussi profité de l'occasion pour mettre en avant le patrimoine thrace resté au pays.



A 200 km à l'est de Sofia, près de la ville de Shipka, s'élèvent de mystérieux monticules... Des cônes de terre et de pierre dénommés tumuli qui auraient été érigés par les Thraces il y a quelque 2 500 ans. Généralement battis au-dessus de sépultures, plus de 1 500 *tumuli* ont pendant longtemps renfermé les trésors des Thraces. Depuis une dizaine d'années, environ 300 tombes de rois et d'aristocrates thraces ont été découvertes dans cette vallée du centre du pays qui borde Shipka – et qui sera rebaptisée la vallée des Rois.

Les fresques peintes sur la coupole de la chambre funéraire de la tombe de Kazanlak présentent les rites funéraires des Thraces. On y voit notamment le défunt lors de son vivant avec son épouse et ses serviteurs ainsi que trois chars équestres. Ce sont les peintures murales thraces les mieux conservées de toute l'Europe. Datant du début de IIIème millénaire av. J.-C., ce joyau de l'art thrace a été découvert par hasard en 1944 par des soldats bulgares creusant une tranchée. Mais il aura fallu attendre jusqu'en 1979 pour que le site soit classé par l'Unesco.



Découvert en 1949, le « Trésor de Panagyurishte » compte neuf objets en or massif finement décorés par des maîtres de l'orfèvrerie combinant les motifs et les techniques de la Grèce antique avec ceux de la Thrace et de la Perse achéménide. Ce service destiné aux banquets témoigne des habitudes sociales et des échanges culturels et commerciaux à cette époque (fin IVème-début IIIème av. J.-C.). Cet ensemble de 6,164 kg d'or et de 24 carats aurait appartenu à Seuthès III, roi odryse, mais sa fonction et son histoire restent incertaines.

Les premières fouilles de *tumuli* ont ensuite permis aux archéologues de découvrir de nombreux autres objets en or. C'est le cas de cette cruche datant du IVème av. J.-C. mettant en scène Apollon, divinité majeure pour le peuple thrace. Il est ici représenté sur son char volant et souligne la puissance équestre pour les Thraces. Selon les éminents archéologues bulgares Valeria et Alexander Fol, « *les nobles chevaliers ont eu une importance primordiale sous le règne des rois thraces* »*.



En 2004, la découverte dans le tumulus de Svetitsa du masque en or massif du roi Térés Ier accélérera les fouilles dans la vallée des Rois, avec à la clé la découverte d'un autre masque d'or et de nombreuses chambres funéraires inviolées pendant des millénaires. Aujourd'hui, de nouvelles recherches au centre et à l'est de la Bulgarie continuent de révéler les secrets des Thraces.



* *The Thracians*, V. et A. Fol (publié chez TaNakRa, 2008).



Conscient de l'intérêt pour les trésors archéologiques découverts en Bulgarie, un comité de soutien de l'exposition des antiquités bulgares au Louvre a lancé une vaste campagne auprès de la population afin de financer la restauration des trésors thraces. Via sms, les Bulgares ont ainsi pu contribuer à la restauration de leur patrimoine en vue de la grande exposition de Paris.

Texte et photos : Dimitri Dubuisson

Depuis Paris

« La réunion, jamais opérée jusqu'ici, des objets de la tombe royale de Seuthès III et la magnifique tête en bronze du roi, sont le point fort de la présentation », explique l'équipe du Louvre. Un bel événement pour la région des Balkans puisque c'est la première fois qu'une exposition d'une telle envergure retrace l'histoire de ces rois thraces qui ont dominé une grande partie du sud-est de l'Europe pendant l'Antiquité. Une civilisation surtout connue du grand public grâce aux récits d'Homère. L'exposition du Louvre – qui a commencé le 16 avril et se terminera le 20 juillet – confronte ainsi les tombeaux et les trésors de ces rois mythiques avec la littérature hellénistique en se concentrant sur le royaume thrace des Odryses, très influent du Vème au IIIème siècle av. J.-C., de la mer Egée à la mer Noire.



EN BULGARIE, POUR UNE AUTRE VIE

Le nord de la Bulgarie attire depuis une dizaine d'années des centaines d'Européens venus de l'Ouest, en quête d'autre chose, d'une autre vie. Rencontres plutôt insolites au village de Palamartsa.

SITUE A UNE HEURE AU SUD-EST de Ruse, ville frontière entre la Roumanie et la Bulgarie, Palamartsa est un petit village bulgare d'environ six cent âmes. Des cultures céréalière, fruitière et de tabac le séparent de quelques kilomètres de Popovo, la principale ville du coin. Particularité de Palamartsa : sa population d'expatriés, britanniques notamment. Les premiers étrangers ont débarqué en pionniers il y a une dizaine d'années, le bouche-à-oreille et Internet ont ensuite fait le reste. Ils seraient près de sept cent dans toute la région, et une cinquantaine dans le village. Quatorze familles d'étrangers vivent ici à l'année, tandis que d'autres, Islandais, Estoniens, Français, Hollandais, y ont acheté un pied-à-terre pour les vacances.

D'après Chris, britannique installé à Palamartsa avec sa femme Claire depuis cinq ans, « les premiers arrivants ne sont pas forcément restés, car il n'est pas simple de trouver un modèle économique. Mais j'ai le sentiment que ceux qui sont venus

ces dernières années vont rester », assure-t-il en donnant à manger à ses chèvres. A la maison, c'est Chris qui gère les animaux ; Claire s'occupe du potager. Il y a deux ans, ils ont ouvert une chambre d'hôtes. Le téléphone sonne, Claire s'exprime en bulgare. Chris ajoute : « Les Bulgares commencent à venir aussi. Mais il est vrai que plus de la moitié de nos clients sont britanniques, ou d'autres pays d'Europe de l'Ouest ». Le concept de leur maison d'hôtes est sans doute un peu spécial pour les locaux, habitués à certains standards. Seuls trois dîners sont servis par semaine – dont un soir où ce sont les femmes du village qui cuisinent –, pour le reste, les clients sont priés de se débrouiller avec les produits de la ferme, et de les cuisiner eux-mêmes en toute indépendance. « Le but est que les gens se familiarisent avec ce type d'agriculture et se ressource », explique Claire.

Un couple de Roumains, la quarantaine, est de passage pour la nuit. Bogdan et Andreea viennent réguliè-

rement en Bulgarie faire le tour des villages. Pour eux, « les toilettes écologiques, le bacon, le fromage, les oeufs et les légumes maison c'est bien, mais lorsque l'on vient de Roumanie, on s'attend plutôt à se faire servir... ». Ici, on mise davantage sur un tourisme en phase avec la nature, un style de vie plus authentique, même si le modèle économique de ce type de maison d'hôtes est encore balbutiant. Alors pour équilibrer les comptes, Chris enseigne à distance durant les mois d'hiver – lui et sa femme sont archéologues de formation.

« Les Bulgares savent maintenir leur folklore vivant, j'adore ça. Et ce n'est pas du tout un lieu matérialiste, on ne se sent pas obligé d'avoir le dernier téléphone à la mode, ça change pas mal de choses, à mon sens

Un peu plus loin, un autre Britannique, David, 14 ans, se balade à vélo,

zigzagant sur ces chemins de campagne où la végétation abonde. Son père, ses frères et soeurs sont restés en Angleterre. « *Je vous accompagne au magasin du village, sinon vous n'allez pas trouver* », rigole-t-il. David a débarqué à Palamartsa il y a un an avec sa mère. Il suit des cours à distance, enchanté par cet autre mode de vie... « *En Angleterre, on a le sentiment d'étouffer, la nature manque, et le temps y est vraiment horrible. Ici, on sent le cycle des saisons. C'est une chance d'être là.* »

La coopérative, située à l'entrée du village et héritée de la période communiste, fonctionne toujours. Treize personnes y travaillent. Plus haut, un villageois est parvenu à monter une affaire, 40 000 m2 de terres dédiées à l'arboriculture fruitière. Sans pesticides ni insecticides, il parvient même à vendre ses produits bio en Europe de l'Ouest. Un jeune couple d'Anglais de 26 ans récemment arrivés a aussi repris l'un des bars du village – « *au début, en arrivant...* » – qui n'a

pas tellement marché. « *Aujourd'hui, nous avons quatre-vingt moutons, raconte Lisa. Nous vendons la viande notamment lors de festivités, nombreuses dans la région. Là, nous allons avoir une fête le 6 mai, et la Saint-George dans la foulée. On espère que ça va marcher, on a trouvé ici ce que l'on est venu chercher.* »

Sur les hauteurs du village, Mel invite à découvrir sa petite maison. Elle et son mari ont débarqué à Palamartsa en 2011. Lui est électricien, il est ces jours-ci en déplacement. « *Au pays de Galles, on travaillait trop et on s'est dit qu'il fallait changer de mode de vie. Désormais, tout va beaucoup mieux, même si, ironie du sort, mon mari se déplace pas mal en Bulgarie, notamment pour la communauté anglaise.* » Le couple de moins de 40 ans a acheté cette maison ainsi que les deux d'à côté il y a environ un an. « *Le petit cottage à gauche serait parfait pour des locations à la saison* », glisse Mel. Attirés au départ par la Turquie, ils ont finalement posé leur camping-car en Bulgarie. « *C'est beaucoup*

moins cher, explique-t-elle, *et moins peuplé aussi. Imaginez qu'il y a sept millions d'habitants en Bulgarie contre huit au pays de Galles, un pays trois fois plus petit... Autre différence de taille : ici la maison est à nous, pas à la banque.* » Mel et son mari ne pensent pas rentrer un jour en Grande-Bretagne. Et elle aussi a appris le bulgare... « *J'ai travaillé un temps au bar de Lisa, cela m'a aidée à me familiariser avec la langue* », sourit-elle.

« *Au pays de Galles, on travaillait trop et on s'est dit qu'il fallait changer de mode de vie. Désormais, tout va beaucoup mieux, même si, ironie du sort, mon mari se déplace pas mal en Bulgarie, notamment pour la communauté anglaise*

Mais comment se passe réellement l'intégration des étrangers à Palamartsa ?... « *Les Bulgares ont vraiment le sens de l'hospitalité*, soutient Mel.

En début d'année, ma voisine est venue me voir et m'a proposé de faire une fête tous ensemble pour le 14 février. C'était leur Saint-Triphon, et pour nous la Saint-Valentin. Les Bulgares savent maintenir leur folklore vivant, j'adore ça. Et ce n'est pas du tout un lieu matérialiste, on ne se sent pas obligé d'avoir le dernier téléphone à la mode, ça change pas mal de choses, à mon sens. » Symbole de cette union entre deux pays situés aux antipodes de l'Europe l'un de l'autre : en 2014, il y a eu deux bébés nés au village ; l'un d'eux était anglais.

Seul souci majeur à Palamartsa : trouver du travail, tant pour les étrangers que pour les Bulgares. Ici, il faut être inventif et plein de ressources pour s'en sortir. La connexion Internet étant heureusement performante, certains donnent des cours d'anglais à distance pour des Russes ou des Chinois. De son côté, Mel s'est lancée dans l'immobilier un peu par hasard. « *Une dame m'a demandé de l'aide pour poster une annonce de vente de sa maison en anglais, et de fil en aiguille, je me suis retrouvée à faire ça pour pas mal de gens. Aujourd'hui, dans mon catalogue, j'ai vingt-cinq maisons dans le village, et soixante-dix sur toute la région. Après, il est vrai que le marché n'est pas vivace. L'an passé, j'ai vendu cinq maisons en tout, surtout à des expatriés. La plupart sont en vente à moins de 10 000 leva (environ 5 000 euros, ndlr), même si certaines avec piscine peuvent atteindre 50 000 leva.* »

Personne ne semble s'enrichir à Palamartsa, loin de là, mais la venue de ces étrangers a dynamisé un village déclinant. Mel reprend : « *Pour moi, c'est ça le vrai luxe. Les enfants se mélangent avec les locaux et disposent d'une liberté incroyable. La mer me manque ? En un peu plus d'une heure, je suis sur une plage déserte où on ne marche pas sur ma serviette.* »

Mel embrasse ses trois chiens et part pour sa « répétition ». Le long des petits chemins de terre, les maisons

en briques sont gorgées du soleil des premières chaleurs, sentiment de vacances et de quiétude. Soudain, des notes de musique percent le silence. Un autre Gallois, Tony, et ses acolytes chauffent leurs instruments en attendant Mel, préposée à la voix. Chris et son violon sont là aussi. La musique occupe une place importante au village. « *Je joue aussi dans un autre groupe*, affirme Chris. *Nous avons d'ailleurs un concert de prévu à Targovishte pour un festival le 9 mai, "just for fun"* », s'amuse-t-il. De son côté, Tony montre le terrain en face de sa maison où il a monté un petit camping pour l'été. Après avoir répété quatre morceaux, lui et Chris filent à une autre répétition. Les deux pères tranquilles retrouvent l'accordéoniste Mirko dans le bâtiment central, sur la place principale du village. Ils jouent au sous-sol et tentent de s'accorder

là encore pour un autre festival. Mirko et son accordéon les initient à la musique locale. A Palamartsa, on s'amuse à fusionner les genres, en toute simplicité.

La répétition terminée, Chris retrouvera ses chèvres, ses cochons et ses poules. Les deux maisons que lui et Claire ont acquises l'une à côté de l'autre datent de 1925 ; elles appartenaient autrefois à deux frères. La chambre d'hôtes et la ferme bio d'aujourd'hui ont ainsi succédé à l'atelier et au magasin de vêtements d'avant pour le meilleur de tout un village, et d'une communauté de gens venus découvrir les joies de la vie au grand air, 300 jours de soleil par an.

Texte et photos : Benjamin Ribout



20 ans d'expérience en Roumanie

Notre cabinet, implanté en Roumanie depuis 1994, propose aux investisseurs internationaux et aux entreprises roumaines des services d'accompagnement dans leurs décisions stratégiques ainsi que dans celles de gestion courante. Nos collaborateurs ont une très bonne connaissance de l'environnement comptable, fiscal et législatif roumain, mais aussi des normes internationales en matière. La taille de notre cabinet nous permet d'être des professionnels de niveau européen, tout en étant proches des besoins spécifiques de chaque client. Après 20 ans d'expérience, nous fournissons à nos clients une signature indépendante, reconnue et appréciée en Roumanie.

Nos services:

- *Audit/Commissariat aux comptes:* identifier les risques, comprendre la stratégie du client
- *Conseil fiscal:* comprendre et mettre en place des solutions fiables
- *Expertise comptable:* permettre aux gérants d'entreprise d'optimiser leurs décisions de gestion courante de l'entreprise
- *Gestion de la paye*

Contact:

Irina Bolomey - Partenaire
Radu Serban - Partenaire
JW Marriott Grand Offices
Calea 13 Septembrie 90, Tronçon 1, étage 6
Secteur 5, Bucarest – 050726
Tel: (40) 21 403 37 00
Fax: (40) 21 403 37 01
E-mail: office@fidex.ro; www.fidex.ro

En France, plusieurs centaines d'enfants originaires des pays d'Europe de l'Est, notamment de Roumanie, sont victimes de trafics. Les réseaux ou les familles qui les exploitent font d'eux des cambrioleurs, des pickpockets, des prostituées ou des mendiants. Après avoir vécu en Roumanie, le sociologue français Olivier Peyroux a côtoyé ces mineurs en Ile-de-France pendant sept ans au sein de l'association Hors la Rue. Il en a tiré une enquête ⁽¹⁾ qui décrypte le phénomène.

DERRIERE *la rue*

Regard : Comment se manifeste en Occident l'exploitation des mineurs originaires d'Europe de l'Est, et notamment de Roumanie ?

Olivier Peyroux : En premier lieu, il faut savoir que ce genre de trafic est une affaire très rentable, car les enfants et adolescents sont utilisés dans divers contextes. Et c'est en Ile-de-France que les groupes sont les mieux organisés et les plus

nombreux. Je peux vous en citer plusieurs : un groupe originaire de Jândărei (petite ville située au sud-est de la Roumanie, ndlr) force les enfants à voler de l'argent aux abords des distributeurs automatiques. Un autre, en provenance de Constanța, est spécialisé dans le vol des téléphones. Tandis que ceux de Bucarest et de Videle (sud de la Roumanie, ndlr) font signer de fausses pétitions pour les sourds et muets.

Comment ces mineurs en viennent-ils à voler pour d'autres ?

En dehors des groupes cités précédemment, l'exploitation d'êtres humains comporte différentes réalités, comme celle de la *camătă* ⁽²⁾. Exemple : une famille rom habitant en milieu rural décide de partir travailler à l'étranger sans trop savoir comment. N'ayant pas la possibilité d'emprunter de l'argent à un proche afin de finan-

cer son voyage, elle fait appel aux *cămătari* du village pour un prêt. Les parents doivent alors rembourser leur dette au plus vite, ils mettent donc tous les membres de la famille à contribution, dont les enfants. Généralement, cela ne concerne que le cercle familial, et se manifeste par de la mendicité ou des petits vols. Les Roms en sont les principales victimes car ils ont difficilement accès au système bancaire, notamment. C'est de la débrouille qui se transforme en exploitation.

Quelles sont les autres formes de trafic ?

Parmi certaines organisations utilisant les enfants, des pratiques communautaires sont souvent détournées. Par exemple, lors d'un mariage, il est courant que la dote versée par la famille du marié à celle de la mariée se transforme en dette. La jeune fille est alors obligée de rembourser en effectuant des activités illégales, notamment des vols, dictées par la belle-famille. Ce type d'exploitation est de plus en plus utilisée, car il y a moins de risques qu'une jeune fille trahisse un de ses proches plutôt qu'un inconnu. Ces réseaux sont aussi plus difficiles à démanteler et comportent peu de risques de poursuites judiciaires pour ceux qui les dirigent.

Pourquoi l'exploitation touche-t-elle davantage les Roms que les Roumains ?

Je dirais que c'est à cause de raisons socio-économiques spécifiques. Dans le cas du groupe de Jândărei, tous les enfants proviennent du même quartier, en l'occurrence un quartier rom, une zone tombée dans la misère. Les premières personnes à avoir quitté cette petite ville pour l'étranger ont compris qu'en utilisant des enfants, ils pourraient profiter des failles du système judiciaire du Royaume-Uni, d'Espagne ou de France. Ils jouent sur la vulnérabilité des gens pauvres et les contraignent à utiliser leurs

enfants pour des activités de vol, notamment à travers le système de la *camătă*.

De quelle manière certains clichés associés à la culture rom parasitent-ils le débat sur ces trafics ?

On associe une certaine liberté et une forme de criminalité qui seraient inhérentes aux communautés roms. Ces deux clichés très anciens sont malheureusement faciles à réactiver pour ces familles qui vivent dans les bidonvilles d'Ile-de-France et dont les enfants sont exploités. Cela ethnise l'exploitation en oubliant que

finalement, les gens qui vivent dans les bidonvilles sont avant tout des travailleurs pauvres. Il s'agit de Roms mais aussi de Roumains qui, à la base, ont émigré en Europe de l'Ouest pour gagner leur vie, et n'arrivent pas à accéder à l'emploi ou à un logement décent. Dans les bidonvilles, la majorité des habitants ne sont pas impliqués dans l'exploitation d'êtres humains, cela concerne moins de 10% des familles (voir encadré).

Pourquoi utiliser des mineurs ?

Cela peut rapporter beaucoup, parfois plus que la prostitution d'adultes.

VOUS ÊTES DIRIGEANT D'UNE ENTREPRISE OU INSTITUTION CLIENTE DE GDF SUEZ ENERGY ROMÂNIA?



Depuis le 1er janvier 2015, les tarifs finaux réglementés pour la fourniture en gaz des professionnels ont été modifiés.*

Adhérez maintenant à l'offre GDF SUEZ Clasic par courrier ou activez l'offre GDF SUEZ e-Clasic sur www.gdfsuez.ro pour bénéficier de:**

- Tarifs avantageux
- Adhésion rapide en toute sécurité
- Accès facile à toutes les informations nécessaires (index, paiements, consommation)

Offres valables du 1er novembre 2014 au 25 novembre 2015 pour les professionnels qui ont un contrat réglementé pour la fourniture en gaz avec GDF SUEZ Energy România et sont raccordés au réseau de distribution de Distrigaz Sud Rejele.

*Conformément à l'art. 179, paragraphe (2), lettre a) de la Loi de l'énergie électrique et du gaz naturel no. 123/2012 sous réserve de modifications ultérieures.

**L'offre GDF SUEZ e-Clasic est disponible exclusivement pour notre portefeuille de professionnels GDF SUEZ Energy România au 31.12.2014 et raccordés au réseau de distribution de Distrigaz Sud Rejele.

GDF SUEZ
ÊTRE UTILE AUX HOMMES

D'autre part, c'est moins risqué que d'utiliser des personnes majeures qui pourraient décider de coopérer avec la police. Surtout, l'âge de ces enfants met en échec le système de justice des pays d'Europe de l'Ouest. Selon le droit communautaire, on ne peut pas poursuivre un mineur, tout comme une personne majeure d'ailleurs, pour des actes qu'il a été forcé de commettre. Cependant, dans la pratique, la plupart des pays l'ignorent, et condamnent par plusieurs mois de prison ferme les mineurs utilisés pour le vol. En termes quantitatifs, la baisse du nombre d'infractions est peu probante. De plus, en enfermant ces enfants, on espère protéger la société de ces vols à répétition, mais on oublie qu'ils sont avant tout des victimes et non des délinquants.

« *On associe une certaine liberté et une forme de criminalité qui seraient inhérentes aux communautés roms. Ces deux clichés très anciens sont malheureusement faciles à réactiver pour ces familles qui vivent dans les bidonvilles d'Ile-de-France et dont les enfants sont exploités*

Pourquoi ces enfants ne sont-ils pas réellement pris en compte comme des victimes ?

En France, les autorités comptabilisent essentiellement les victimes d'exploitation sexuelle. C'est une question de pratique, liée à l'infraction de proxénétisme qui est nettement plus ancienne que celle du trafic d'êtres humains. Même si récemment certaines enquêtes ont été lancées concernant d'autres formes d'exploitation, le problème majeur reste la protection de ces mineurs. Actuellement, en France, il n'y a pas de structures suffisamment adaptées aux mineurs victimes de trafics, et très peu de formation sur ces ques-

tions pour des professionnels de l'enfance. Par ailleurs, ces jeunes sont rarement conscients d'être des victimes, ce qui rend difficile leur adhésion à un projet éducatif. Parfois, ils craquent et c'est à ce moment-là qu'ils demandent une forme de protection et qu'on peut les faire sortir des réseaux. Mais si on les met dans un foyer pour délinquants, ce qui est la pratique courante, il y a de grande chance qu'ils fuguent car ce n'est pas leur place. L'équipe de ces foyers n'est pas formée pour assurer un travail de mise en confiance et de reconstruction de ces enfants.

Comment l'exploitation d'êtres humains est-elle combattue en Roumanie ? La France et la Roumanie coopèrent-elles ?

La Roumanie est plutôt en avance sur le sujet, notamment grâce à la création il y a dix ans de l'Agence nationale de lutte contre le trafic de personnes (Agenția Națională împotriva Traficului de Persoane, ndlr). En France, le premier plan national de lutte contre ce genre de trafic date de l'année dernière, ce qui explique un certain décalage entre les deux pays. Concernant la coopération, elle est devenue assez efficace sur le plan judiciaire et policier. Par contre, les deux pays communiquent bien mais pas assez sur l'identification précise des mineurs. Un meilleur dialogue au niveau local est nécessaire afin que les ONG et les services sociaux roumains puissent agir en amont. Si les autorités locales savent que les enfants de tel quartier sont exploités, alors elles pourront mettre en place de façon très ciblée des actions de

prévention et se concentrer sur les familles à risque.

Qu'en est-il du démantèlement des réseaux ?

Comme je l'ai dit, des progrès importants ont été réalisés au niveau des enquêtes grâce à la création d'équipes communes. La coopération franco-roumaine s'est traduite par de nombreuses arrestations et des condamnations de trafiquants sur les sols français et roumain. Des groupes de Craiova et de Tândărei ont ainsi pu être démantelés. Malheureusement, lorsqu'on coupe une tête, il y en a cinq autres qui repoussent... Car les enfants, eux, ceux qui jouent le rôle de petits soldats, sont toujours là et continuent à rapporter de l'argent. Si on arrivait à les sortir des réseaux et à les protéger, on supprimerait la main-d'œuvre et les revenus de ces organisations. Mais il ne faut pas opposer protection des victimes et répression à l'encontre des donneurs d'ordres. Même si protéger les enfants reste la meilleure solution pour lutter efficacement contre la résurgence des réseaux.

Propos recueillis par Julia Beurq.
Photo : Andreea Alexandru / Mediafax

(1) *Délinquants et Victimes. La traite des enfants d'Europe de l'Est en France*, d'Olivier Peyroux. Avant-propos de Robert Badinter. Editions Non Lieu, 2013.

(2) La *camătă* est un système d'emprunt auprès d'un particulier, très répandu dans les villages de Roumanie. Le taux d'intérêt de la dette est élevé, une dette qui augmente très vite si on ne la rembourse pas rapidement.

Des chiffres relativement faibles, mais toujours là

Les services de police français de la préfecture de Paris ont estimé qu'il y avait entre 400 et 600 enfants roms contraints de voler. L'unité éducative du tribunal de Paris a quant à elle enregistré environ 200 mineurs roumains exploités sur les trois dernières années. En mars 2013, la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement a estimé à 11 836 le nombre de personnes vivant dans les bidonvilles dans la région parisienne, soit à peu près 6 000 enfants. Sur cette population, la proportion des mineurs incités à commettre des délits varie entre 3 et 10 %.

TOUJOURS L'IMPASSE

Jour de célébration de la journée de la victoire, le 5 mai dernier à Donetsk, capitale industrielle de l'est de l'Ukraine et de la république autoproclamée aux mains des forces pro-russes. Début mai, les affrontements entre l'armée ukrainienne et les rebelles proches du Kremlin avaient de nouveau augmenté en intensité. Globalement respecté après son entrée en vigueur le 15 février, l'accord « Minsk 2 » reste fragile et des combats sporadiques éclatent régulièrement dans l'est de l'Ukraine, où le conflit a fait plus de 6 100 morts en un peu plus d'un an. L.C. avec AFP. Photo : Aleksei Filippov / AFP PHOTO





ERKA SYNERGY COMMUNICATION

Erka est une agence de communication présente sur le marché roumain depuis 2004.

Les services proposés par Erka:

- Stratégie de communication
- Création graphique et design
- Media planning et buying (radio, tv, presse écrite et on-line)
- Développement web et web design (site internet, html 5, animations flash, blogs, forums, applications mobiles)

- Direct marketing/e-mailing (SMS et réseaux sociaux)
- Création et organisation d'événements
- PR
- Merchandising
- Signalétique, PLV et communication indoor

Adresse: Soseaua Nordului nr. 94 F
Sector 1, Bucarest, Roumanie

Tel/Fax: +4021 434 24 33
Mail: office@erka.ro

www.erka.ro



Ses appareils photo sont de simples boîtes, mais il aime aller à contre-courant. Dans son atelier-musée du petit village de Moieciu de Sus, le Français Laurent Jouault est un habitant à part. Rencontre.

EN D'AUTRES *reflets*

IL L'A BAPTISEE « LA CABANE AUX images », une petite maison en bois, coquette, restée modeste et authentique, qui date de la fin du 19^{ème} siècle. A Moieciu de Sus, village situé à 185 km au nord-ouest de Bucarest, c'est l'une des habitations les plus connues. En décidant de la restaurer dans le respect de l'architecture locale, le photographe Laurent Jouault a notamment gagné l'amitié de son voisin, en l'occurrence Ion Caramitru, le directeur du Théâtre national de Bucarest.

« Je suis venu pour la première fois en Roumanie en 1997, je m'y suis installé avec ma famille en 2007, et en 2011 j'ai ouvert cet atelier. La maison a appartenu à l'arrière-grand-père de ma femme, qui était menuisier. J'ai bien sûr gardé les décorations en bois, la toiture classique et la cour intérieure qui servait d'abri pour les animaux contre les loups et les haidouks (brigands, ndlr) », raconte le photographe.

Originaire de Normandie, cet homme de la mer s'est laissé prendre par la montagne. Chez lui, l'accueil est simple et chaleureux. Depuis l'une des petites fenêtres, la neige est encore visible en ce mois d'avril. Sa cabane est facilement reconnaissable depuis la route : elle est blanche et décorée de photos essentiellement noir et blanc. « Pour être un photographe reconnu, il faut être soit très bon, soit différent. J'ai fait le choix d'être différent en explorant des techniques très anciennes », explique Laurent en posant sur la



table une mallette remplie de boîtes multicolores.

Sa technique, peu connue en Roumanie et qui date du 19^{ème} siècle, s'appelle le sténopé. Il suffit de prendre une boîte étanche à la lumière et de recouvrir son intérieur d'une substance noire et mate. L'une des faces est percée d'un petit trou ; sur la surface opposée vient se former l'image inversée de la réalité capturée sur du papier photographique. Laurent Jouault utilise ainsi des boîtes de toutes les formes qui peuvent donner des effets de grand angle ou de téléobjectif.

Désormais, son idée est de traverser la Roumanie et de la photographier avec ce type de boîte. « Mi-mai, je commence mon projet La Roumanie vue d'une boîte à partir de Braşov (situé à 40 km au nord-est de Moieciu de Sus, ndlr). C'est un projet pilote, j'espère trouver les moyens de le mener à bout, et de faire une exposi-

tion sur chaque lieu », explique-t-il. L'autre ambition du photographe est de transformer sa cabane en résidence d'artistes, d'accueillir des peintres, des graphistes, des sculpteurs, des photographes.... « La vie culturelle est pratiquement inexistante

dans ce village pourtant très prisé par les Bucarestois. Les touristes viennent, ils font la fête dans leur cabane, mais quand ils en sortent, il n'y a aucune activité culturelle disponible. » Aujourd'hui, La cabane aux images est devenue un point de repère



Pinhole
foto : Laurent Jouault

IMPRIMERIA
ARTA
GRAFICA

agende • calendare • cărți • albume • pliante • postere

B-dul Metalurgiei 73-75, 041832, Bucureşti, România
Tel: +40 (0) 21 306 61 00; Fax: +40 (0) 21 306 61 01

e-mail: comercial@artagrafica.ro
www.artagrafica.eu



dans la région. Les visiteurs entrent attirés par les photos de l'extérieur et y découvrent, à côté des boîtes à photo, une collection de plus de 120 appareils ainsi qu'une exposition du travail photographique de Laurent Jouault. « *Mon plus vieil appareil date*

de 1890 environ, le plus cher est un Leica qui vaut autour de 2 000 euros, et le plus petit mesure à peine 5 cm, c'est un appareil d'espionnage, dit-on. »

Mihaela Cărbunaru
Photos : Laurent Jouault

Pour plus d'informations, visiter le site :
www.cabaneauximages.blogspot.com

Opérette BIS

Des instruments musicaux s'entrelacent, s'agrippent et grimpent les uns sur les autres pour former l'un des lustres de théâtre les plus spectaculaires de la capitale... Grâce à des couleurs sobres et un éclairage savant, l'aménagement intérieur imaginé par l'architecte Cristian Corvin pour les nouveaux locaux du Théâtre d'opérette Ion Dacian de Bucarest – l'une des rares institutions européennes de ce genre – renvoie aux hauts-lieux de la comédie musicale londonienne ou américaine. Situé derrière la Bibliothèque nationale, l'apparence extérieure du bâtiment en acier et verre, rouge et blanc, est toutefois loin de faire l'unanimité parmi architectes et public, se voyant reprocher l'emplacement excentré,



l'esthétique jugée inadéquate pour un théâtre, ou encore les matériaux utilisés. Aimé ou boudé, l'immeuble – inauguré fin janvier et qui a coûté huit millions d'euros – est la nouvelle demeure tant attendue de ce théâtre, dont le siège d'origine a été rasé en 1986 pour faire place aux blocs entourant Casa Poporului, l'actuel Palais du Parlement. Après avoir quitté, il y a près de trois ans, la salle du Théâtre national qui lui avait été provisoirement attribuée, l'Opérette bucares-toise reprend peu à peu son activité régulière. Andrei Moldovan

Photo : Andreea Alexandru / Mediafax

www.opereta.ro

COMMUNIQUÉ

LE FRANÇAIS, AUSSI LANGUE DES AFFAIRES

Avec 34% d'apprenants, l'Europe est le deuxième continent d'apprentissage du français. Même si depuis 2010, son enseignement est en baisse, et que l'anglais reste largement majoritaire en tant que première langue étrangère en Europe. Egalement concurrencé par d'autres langues comme l'italien ou l'allemand, la langue française résiste bien ! Et occupe notamment la 2ème place comme langue vivante au primaire et au secondaire.

La Roumanie, avec plus d'1 million d'apprenants, reste le « poids lourd » européen de l'enseignement du français. Longtemps considérée comme langue de prestige et de culture, le français sait aussi s'affirmer comme langue des affaires. D'ailleurs, les entreprises francophones présentes en Europe centrale et orientale militent pour son enseignement au niveau universitaire et dans les filières professionnelles.

L'expérience des anciens étudiants en particulier, et celle des jeunes professionnels formés à l'Institut de la francophonie pour l'administration et la gestion (IFAG) de Sofia, prouvent que le français utilisé dans la vie professionnelle constitue un atout dans la valorisation des carrières, et que sa maîtrise apporte des débouchés complémentaires.

Il s'agit de lever les malentendus transmis par les idées reçues telles que « l'anglais est la seule vraie langue des affaires ». Du 10 au 12 juin 2015, le forum mondial FUTURALLIA qui réunira à Bucarest plus de 30 pays – dont 15 pays francophones – et 700 entreprises représentant de nombreux secteurs d'activités (production agricole, énergie, informatique et industries créatives, construction et infrastructures...) démontrera que l'on peut aussi faire des affaires en français.

Ceci étant, le plus grand défi pour la langue française demeure la qualité de son enseignement et sa maîtrise par les jeunes générations. C'est la raison pour laquelle l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) a notamment voulu encourager l'émulation entre les apprenants de français en favorisant l'organisation des Olympiades Internationales de la langue française pour les jeunes de 16 à 19 ans au sein des 6 pays membres de l'OIF (Albanie, Arménie, Bulgarie, ERY Macédoine, République de Moldavie et Roumanie). La première édition de ces Olympiades s'est déroulée à Cluj-Napoca, Capitale européenne de la jeunesse, du 7 au 10 mai 2015, et a récompensé ces jeunes gens qui ont fait le choix du français.



Le français est une chance
francophonie.org

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie

L'ART DE VIEILLIR



A l'horizon 2060, les Européens âgés de plus de 65 ans représenteront 42% de la population de l'UE, contre environ 20% d'ici 2025. Comment se préparer au moment où l'Europe sera littéralement un « vieux continent » ? Question cruciale que le projet européen « The Art of Ageing » (l'art de vieillir) a posé aux spectateurs de quatre pays de l'ancienne et de la nouvelle Europe – Allemagne, Croatie, Roumanie et Slovaquie – à travers une plateforme théâtrale inédite de débats entre artistes (dramaturges, metteurs en scène, comédiens) et chercheurs (anthropologues, psychologues, sociologues, spécialistes de l'éducation). Placé sous l'égide de la Convention théâtrale européenne (ETC-CTE) et porté par huit théâtres publics, le projet s'est pratiquement étalé sur quatre ans et s'est achevé en avril par un premier Festival du théâtre et de la science, organisé par le Théâtre national de Timișoara. Un événement qui n'a ménagé aucune controverse ayant trait au vieillissement – abandon familial, immigration, mort assistée, etc. Dans son texte poignant *The clock is ticking* (L'heure tourne), un des enfants prodiges de la dramaturgie roumaine contemporaine, Peca Ștefan, invite à regarder les choses de manière lucide. « En 2050, l'Europe pèsera 25% de la population mondiale, contre 12% actuellement. Être européen de souche sera alors une rareté, comme un bon vin. » Andrei Moldovan.

Photo : Adrian Picișan / Teatrul național Timișoara

www.artofageing.eu

Zebra

Amicalement
vôtre,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.



Très d'Esprit, Pandora et Nanosphère Productions présentent

très court **International Film Festival Roumanie**

orange

INSTITUT FRANÇAIS ROUMANIE

LES TRÈS COURTS MÉTRAGES

5-14 juin 2015

Découvrez plus de 100 films de 3 minutes maximum venus du monde entier et votez pour vos préférés!

17^e édition partout simultanément

Du 5 au 14 juin dans une vingtaine de villes en Roumanie

www.foartescurt.ro
www.trescourt.ro

rfi ROMÂNIA

TV5MONDE

Cluj-Napoca 2015
Klausenburg
Capitale Européenne de la Jeunesse

SIBIU redonne tout

Un classement sur les arts du spectacle en Europe place troisième le Festival international de théâtre de Sibiu (FITS). Cette année, pour sa 22ème édition qui aura lieu du 12 au 21 juin, 2 500 artistes venus de 70 pays donneront 380 représentations de théâtre, de musique et de danse dans 66 espaces – théâtres, anciennes halles industrielles, ou dans la rue. La fameuse compagnie française Plasticiens volants, connue dans le monde entier pour ses marionnettes géantes, ouvrira l'événement. Et parmi les autres grandes troupes : Deutsches Theater Berlin, Théâtre national de Bruxelles, Théâtre de la ville de Paris, Schauspiel Stuttgart, The Old Trout Puppet Workshop (Calgary, Canada), Teatr Polski (Varsovie), Teatro Stabile (Turin), ou encore la compagnie de cirque française Les 7 doigts de la main. Sans oublier la troupe du Théâtre national Radu Stanca de Sibiu. Autant de spectacles qui partiront ensuite vers plusieurs villes du pays. Pour plus d'informations, visiter le site : sibfest.ro. Daniela Coman. Photo : Ovidiu Dumitru Matiu / Mediafax.

A noter par ailleurs le retour de la compagnie Mossoux-Bonté (Wallonie-Bruxelles) au festival de Sibiu, cette fois-ci avec le spectacle de danse « Histoire de l'imposture », et la présence de l'artiste belge francophone Pierre Megos avec son spectacle-performance « Vision ».

La troupe slovaque The Mirror Family lors du festival de Sibiu 2014.



Wallonie-Bruxelles

au Festival International de Théâtre de Sibiu 2015



Wallonie - Bruxelles
International.be
Délégation Bucarest

Théâtre Cendrillon

Théâtre National de la Communauté
française de Belgique

Vendredi 12 juin à 21h00
Samedi 13 juin à 20h00

Salle de sport – Collège national « Octavian Goga »



Cendrillon © Cici Olsson

Théâtre Vision

Pierre Megos

Lundi 15 juin à 23h00

Salle Studio – Maison de la culture
des syndicats, entrée C



Vision © Thomas Dahan

Danse Histoire de l'imposture

Cie Mossoux-Bonté

Jeudi 18 juin à 23h00

Salle Studio – Maison de la
culture des syndicats,
entrée C



Histoire de l'imposture © Thibault Grangore

La chronique

DE MATEI MARTIN

ETAT DE DETRESSE

La Roumanie ne manque pas de musées, il y en a plus de 1 000. Mais on leur reproche souvent une présentation poussiéreuse, des murs décrépits, un personnel blasé. A tort et à raison, car les muséographes sont eux-mêmes victimes d'un système déficitaire. Deux tiers des musées roumains ne fonctionneraient pas normalement à cause d'un sous-financement chronique. De plus, nombre d'établissements muséaux sont en danger immédiat et nécessitent des travaux de consolidation et de restauration. C'est aussi le cas de leur patrimoine, qui est souvent mal conservé. A cela s'ajoute un autre problème : les rétrocessions.

Exemple, le Musée national de la littérature, dont le siège, un petit palais du boulevard Dacia de Bucarest, fut rétrocédé suite à un long procès. Les représentants de l'Etat n'ont alors trouvé d'autre solution que de mettre à disposition du musée quelques salles de la Maison de la presse, sur les lieux d'une ancienne imprimerie. Le patrimoine, composé de documents rares, manuscrits, photos, objets appartenant aux grands classiques de la littérature roumaine, est bien conservé, mais les salles sont impropres aux besoins d'une institution ouverte au public. Le musée fonctionne donc comme un dépôt.

Autres exemples... A Galați, le palais dans lequel fonctionnait le Musée d'art visuel fut récupéré par son propriétaire d'avant l'époque communiste, c'est-à-dire l'Eglise. La collection d'art contemporain a dû déménager dans un immeuble peu attrayant et manquant des aménagements d'un vrai musée. A Sibiu, la rétrocession du musée Brukenthal à l'Eglise évangélique a provoqué de fortes controverses autour du financement de l'institution muséale, dont le siège, mais aussi la collection d'art ancien – l'une des plus riches du pays – nécessitent des restaurations coûteuses.

Le musée d'Oradea se trouve également en état de détresse. Son siège fut récupéré par l'Eglise catholique et le musée a dû déménager dans un établissement militaire. Le ministère de la Défense a donc cédé un bâtiment en faveur du conseil départemental, qui est ayant droit du musée. Suite à d'importants investissements pour rénover ce bâtiment, et après la réorganisation des collections afin de les adapter au nouvel espace, le conseil départemental a finalement choisi un autre endroit, impropre aux activités d'un musée. Enfin, à Ploiești, la maison mémoriale dédiée au grand écrivain I. L. Caragiale fut elle aussi rétrocédée. Le tribunal local a obligé le propriétaire à maintenir la fonction muséale de la maison pendant dix ans, mais après...

Certes, pendant l'époque communiste, l'Etat a confisqué de manière abusive de nombreux immeubles et les a transformés en établissements publics : écoles, hôpitaux, mairies, musées, etc. L'une des promesses de la démocratie réinstaurée à partir de 1989 fut leur rétrocession aux anciens propriétaires. Cependant, trop souvent ces biens sont récupérés par le biais de documents douteux, par des héritiers douteux. De plus, l'Etat est presque toujours absent, alors qu'il a droit de préemption pour l'achat de ces établissements. Et qu'il pourrait donc payer au lieu de rétrocéder.

Un code du patrimoine national devrait au moins permettre le lancement des travaux les plus urgents, et sécuriser ainsi ce qui est en danger. Mais cette loi, promise par au moins cinq ministres de la Culture, tarde à être adoptée par le Parlement. Hélas, il y a toujours quelque chose de plus important que le patrimoine culturel national.

Matei Martin est journaliste à Radio România Cultural et *Dilema veche*.

A noter que lors de la Nuit des musées 2015, le samedi 16 mai, plusieurs musées du pays ont couvert d'un voile noir l'une de leurs œuvres en signe de protestation contre les rétrocessions.



EN LIGNE...



Le site **www.regard.ro** accueille depuis plus d'un an de nombreux lecteurs qui ont accès à tous les anciens numéros de la revue *Regard*.

Via notre site, vous pourrez également vous abonner à la version papier (l'abonnement numérique sera alors gratuit).

Il suffit de vous connecter...

www.regard.ro

CULTURE

Plongée médiévale

Espace multifonctionnel pouvant accueillir expositions et manifestations culturelles en tout genre, le « nouveau » musée Curtea Veche (ancien palais princier voïvode) ouvrira prochainement dans le centre historique de Bucarest. Treize sociétés s'occupent de restaurer l'ensemble – la mairie y a investi 10 millions d'euros. Datant du 13^{ème} siècle, Curtea Veche est le plus ancien des monuments médiévaux de Bucarest, il conserve notamment des fragments du réseau d'approvisionnement en eau de l'époque, un bain turc, des peintures murales et divers objets anciens. Daniela Coman. Photo : Marius Dumbraveanu / Mediafax



Le musée Curtea Veche lors de la Nuit des musées 2014.

KPMG
cutting through complexity™

KPMG Enterprise

KPMG Enterprise se consacre exclusivement à aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à conférer de la valeur à leurs activités et à bâtir des entreprises prospères. C'est de fait notre seule raison d'être.

Contact
Jacqueline Laye, Director
Email: jlaye@kpmg.com

REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d’articles de la presse internationale traitant de l’actualité roumaine.

UN ANCIEN PRESIDENT ROUMAIN AUX AVEUX

L’ancien président roumain Ion Iliescu a récemment déclaré qu’il avait approuvé une demande de la part des services secrets américains pour des locaux à Bucarest, mais qu’il ne s’est jamais intéressé au but de ces espaces. Ion Iliescu, président de la Roumanie entre 2000 et 2004, avait auparavant écrit sur son blog personnel qu’à son avis, la Roumanie avait accueilli des « sites noirs » où des prisonniers étaient détenus et torturés. Pourtant les autorités roumaines ont toujours nié les rapports qui incriminaient la Roumanie pour avoir hébergé des prisons secrètes de la CIA. Iliescu a brisé le silence en admettant qu’il a approuvé une demande de la part de CIA entre 2002 et 2003, s’attirant ainsi les foudres des autorités. Le président n’a donné par contre aucun détail sur l’emplacement de ces locaux,

leurs dimensions, ou bien s’il était question de plusieurs prisons. Un « site noir » de la CIA se trouverait près d’une base militaire américaine dans le port de Constanța, sur le littoral de la mer Noire, et un autre à Bucarest, la capitale. Les autorités roumaines ont quant à elles rejeté en bloc ces informations. Iliescu a expliqué, entre autres, que la Roumanie avait assumé certains engagements vis-à-vis des Etats-Unis, mais il nie avoir accepté la demande de la CIA en échange d’une adhésion rapide du pays à l’OTAN en 2004. Des sites similaires de la CIA se trouveraient également en Pologne et en Lituanie, selon divers groupes de lutte pour les droits de l’homme. (...)

Aljazeera et Associated Press, 27/04/2015

ROUMANIE – DEBAT AUTOUR DE LA LOI RECONNAISSANT LES COUPLES HOMOSEXUELS

Le 21 avril, la Commission parlementaire sur le travail et la protection sociale a donné un avis favorable au projet de loi pour le partenariat civil entre deux personnes, indifféremment de leur sexe. « *Le Parlement est donc très près de l'adoption de cette loi* », se réjouit le quotidien bucarestois *Adevărul*, qui titre en une « *Les familles homosexuelles seront bientôt légales* ». Lors du dernier recensement, environ un million de Roumains ont déclaré vivre ensemble sans être mariés, soit 4% de la population.

Même si la loi ne concerne pas les mariages, la décision de la commission scandalise déjà une partie de la société civile, notamment les représentants de l’Eglise orthodoxe roumaine (BOR). Ces derniers ont déjà mis en garde contre un « danger » pour « l’institution du mariage ». Aujourd’hui, au sein de l’Union européenne, 19 des 28 Etats membres ont déjà adopté une législation similaire.

Adevărul pour le *Courrier international*, 24/04/2015

LANCEMENT DE LIVRE A MONTREAL : L'AMOUR IMPOSSIBLE DE MARIE, REINE DE ROUMANIE

Passionné par l’histoire de Roumanie, l’ancien ambassadeur du Canada à Bucarest, Gilles Duguay, a lancé le 18 avril dernier à Montréal le volume *L'amour impossible de Marie, Reine de Roumanie*. Ce livre suit le destin de la plus aimée des reines roumaines et tout particulièrement sa relation spéciale avec le colonel canadien Joseph Boyle. L’auteur a passé plusieurs années à étudier des archives, autant en Roumanie qu’au Canada. L’actuel volume repré-

sente la continuation d’un premier livre paru en 1998, *Joseph Boyle, un mousquetaire canadien au service de la reine Marie de Roumanie*. Ce dernier a déjà été traduit en roumain sous le titre *Regina Maria și Joe Boyle, o prietenie de suflet*, aux éditions Du Style.

Romanian Global News (agence de presse des Roumains à l’étranger), 20/04/2015

DEUX FILMS ROUMAINS AU PROGRAMME D'UN CERTAIN REGARD

Deux des quatorze films annoncés dans la sélection Un Certain Regard du Festival de Cannes de cette année viennent de Roumanie : *The Treasure*, de Corneliu Porumboiu, et *L'étage du dessous* (Un etaj mai jos), de Radu Muntean. Les deux réalisateurs se sont déjà disputé le prix de l’Union des cinéastes de Roumanie par le passé, et les acteurs principaux de leurs films respectifs étaient ensemble dans le long métrage de Radu Jude primé récemment à Berlin *Aferim !*. *The Treasure* suit les mésaventures de deux hommes en quête d’un trésor. Le tournage du film a eu lieu à l’automne dernier, et les rôles principaux sont interprétés par Toma Cuzin et deux

acteurs novices, Adrian Purcărescu et Corneliu Cozmei, qui ont été choisis par Porumboiu après trois mois de casting. (...) La sortie nationale du film est prévue le 29 mai. *L'étage du dessous*, scénarisé par Radu Muntean avec ses fidèles collaborateurs Răzvan Rădulescu et Alexandru Băciu, raconte l’histoire de Pătrașcu (Teodor Corban), un homme d’âge moyen, seul témoin d’une dispute conjugale qui tourne au meurtre, et dont l’existence va rester marquée de plusieurs façons par cet événement tragique.

Ștefan Dobroiu, www.cineuropa.org, 17/04/2015

COMMUNIQUÉ

RFI ROUMANIE LANCE SON NOUVEAU SITE INTERNET

www.rfi.ro

RFI Roumanie se dote d’un nouveau site Internet avec une ergonomie entièrement repensée et modernisée qui facilite l’écoute de la radio en ligne, en roumain et en français, ainsi que ses journaux en rattrapage. Son nouveau mode de navigation fluide et intuitif, s’adapte aux supports mobiles et simplifie l’accès aux contenus dont la thématisation et la hiérarchisation sont repensées. Le site Internet de RFI Roumanie est désormais à la pointe de la modernité, plus clair, plus moderne, plus participatif.



Un site intuitif qui s’adapte à tous les supports

Grâce à son adaptabilité pour les supports mobiles, rfi.ro répond à l’évolution de la consommation d’Internet en mobilité partout dans le monde. La version mobile du site, aussi riche que sur ordinateur, offre une navigation optimisée.

Un nouveau lecteur audio qui place la radio au coeur du site

La partie haute du site devient un véritable poste de radio. Les internautes peuvent écouter en un clic les directs de RFI Roumanie, RFI Monde et RFI Musiques. Le lecteur offre aussi la possibilité d’accéder aux derniers journaux.

Le nouveau site de RFI accorde une large place à la vidéo, aux reportages et webdocumentaires auxquels les internautes peuvent accéder aisément. L’invité du matin et les revues de presse gagnent en visibilité tout comme les vidéos et les photos regroupées sur la page d’accueil.

Les performances de RFI Roumanie sur Internet

L’offre de RFI sur les nouveaux médias (site Internet, applications mobiles, réseaux sociaux) enregistre **150.000 visites par mois** en moyenne. RFI Roumanie regroupe plus de **12.000 fans** sur l’ensemble de ses pages Facebook et plus de 8.000 abonnés suivent également l’actualité avec RFI Roumanie sur Twitter. Pour accéder à l’écoute et aux contenus en mobilité, RFI Roumanie offre aussi une application mobile disponible pour Android.

Où trouver *Regard* ?

Kiosques



La chronique

DE LUCA NICULESCU

EUROPE : LA MOLDAVIE ACCUSE LE COUP

Il y a un an, la république de Moldavie était considérée comme l'exemple du succès du Partenariat oriental (le mécanisme d'aide et de réformes mis en place par l'UE pour plusieurs anciennes républiques soviétiques). Le pays était dirigé par un Premier ministre pro-européen, Iurie Leancă, et avait réussi à signer un accord d'association et de libre-échange avec l'UE. De même, l'Europe avait supprimé les visas dont les ressortissants moldaves avaient besoin pour se rendre dans les pays européens. Malgré l'embargo imposé par la Russie pour les fruits et légumes moldaves, Chișinău avait également réussi à se débrouiller grâce à l'ouverture du marché européen pour ces produits, ce qui a représenté une bouffée d'oxygène. Mieux, en novembre dernier, les partis pro-européens ont remporté les élections législatives, et on aurait pu s'imaginer que le chemin pro-européen allait continuer sans trop de difficultés.

Mais voilà qu'au bout de plusieurs semaines de tractations, les pro-européens n'arrivent pas à s'entendre sur une formule de gouvernement. Du coup, pour éviter la tenue de nouvelles élections, la Moldavie est dirigée par un gouvernement minoritaire formé par deux formations pro-européennes, mais qui ne survit au Parlement que grâce à l'appui du parti communiste, formation au passé controversé.

La situation économique pose également problème après la découverte d'un énorme trou dans les finances de trois banques moldaves d'où un milliard d'euros se sont volatilisés en l'espace de quelques jours, fin novembre. Une enquête est en cours et les noms de plusieurs responsables politiques moldaves sont cités dans cette énorme affaire. Pour se faire une idée, cette somme représente l'équivalent de 20 % du PIB moldave...

En raison de l'incertitude politique et économique, la confiance des Moldaves dans leurs dirigeants se réduit comme peau de chagrin. Autre conséquence, la baisse de la confiance dans l'Union européenne – selon le dernier baromètre européen, seuls 32 % des Moldaves souhaitent aujourd'hui adhérer à l'UE, alors qu'ils sont 50 % à vouloir le rapprochement de l'Union euro-asiatique, le projet fantasque de Vladimir Poutine.

L'Europe a octroyé plus de 410 millions d'euros à la Moldavie entre 2014 et 2017, ce qui fait de ce pays le plus grand bénéficiaire hors UE de fonds européens. Cette aide sera-t-elle suffisante pour revigorer l'esprit européen des Moldaves ? Difficile à croire alors que Chișinău, qui suit de près la situation en Ukraine, ne veut pas fâcher une Russie redevenue très active dans la région. Et que les Moldaves sont désabusés par une classe politique qui les a déçus. Il ne faut donc pas s'étonner que pour les élections locales qui auront lieu mi-juin, le parti socialiste et le parti communiste – les plus anti-Européens – soient donnés grands favoris.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI Roumanie.

REGARD EST UNE PUBLICATION
DE FUNDATIA FRANCOFONIA

Président

Bruno Roche

Comité de direction

Laurent Couderc, Jacqueline Laye,
Bruno Roche

Rédacteur en chef

Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction

Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro

Julia Beurq, Mihaela Cărbunaru, Carmen
Constantin, Daniela Coman, Nicolas Don,
Dimitri Dubuisson, Nicolas Friess, Laure
Hinckel, Matei Martin, Jonas Mercier
Mure-Ravaud, Luca Niculescu, Dan Popa,
Andrei Popov, Benjamin Ribout, Răsvan
Roceanu, Mihaela Rodina, Ioana Stăncescu,
Isabelle Wesselingh

Maquette

Anamaria Pravencu

Agences, photos et illustrations

Mihai Barbu, Valeriu Cătălineanu, Dimitri
Dubuisson, Nicolas Friess, Silviu Gheție,
Laurent Jouault, Daniel Mihăilescu,
Dan Popa, Benjamin Ribout,
Sorina Vasilescu, Mediafax

Imprimerie

Imprimeria Arta Grafică

Web Master

Marius Weber

REGARD remercie vivement ses partenaires





GLOBAL FINANCE:

« Safest Bank in Romania »
2014

UNE RAISON DE PLUS DE
CROIRE EN L'AVENIR

TA BANQUE. TON ÉQUIPE



GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

WWW.BRD.RO 